

53 MORTS EN DIX JOURS
SUR NOS ROUTES

**Halte
à l'hécatombe !**

P 16

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Tebboune inaugure l'usine «Cap Djinet 2»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, hier, à l'inauguration de l'usine de dessalement d'eau de mer "Cap Djinet 2" dans la wilaya de Boumerdes, dotée d'une capacité de production de 300.000 m3/jour. P 3



IMPORTATION D'UN MILLION
DE TÊTE DE BÉTAIL POUR L'AÏD

**Importante décision
pour le citoyen et pour
la préservation du
cheptel**

Des associations professionnelles ainsi que des organisations de protection des consommateurs ont salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'importation jusqu'à un million de têtes de bétail pour l'Aïd. Cette décision permettra de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et de protéger notamment le cheptel local.

P 2

LE MINISTRE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
L'A SOULIGNÉ

**« L'université est
devenue un moteur
de la croissance
économique »**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé hier à Alger que l'université algérienne a réussi à instaurer une recherche scientifique axée sur l'innovation et la création de richesse, à travers la mise en place d'entreprises économiques contribuant au soutien de l'économie nationale.

P 5

268 MILLIONS D'EUROS
D'EXPORTATIONS EN 2024

**Sonelgaz, un acteur
clé de la transition
énergétique**



Sonelgaz a atteint en 2024 un chiffre record d'exportations, s'élevant à 268 millions d'euros, marquant ainsi une hausse spectaculaire de 202 % par rapport à l'année précédente. Ce succès résulte directement d'une stratégie lancée en 2022, visant à garantir la sécurité énergétique nationale tout en renforçant les exportations vers de nouveaux marchés, a expliqué Khalil Hedna, porte-parole de Sonelgaz.

P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**L'importance de la production
en Algérie des matières
premières soulignée P 2**

TRANSPORTS

**Mise en service
du port sec des Hauts-
Plateaux P 5**

ENERGIES SOLAIRES

**Réception du projet
3200 mégawatts à partir
de la fin 2025 P 4**

PROJET DE LA LIGNE
FERROVIAIRE ÉLECTRIFIÉE
OUED TLELAT-TLEMCCEN
**Achèvement des
travaux du tronçon
de la wilaya de Sidi
Bel Abbes**

Les travaux du projet de réalisation de la ligne ferroviaire à double voie électrifiée reliant Oued Tlalat (Oran) à Tlemcen, dans sa partie traversant la wilaya de Sidi Bel Abbes, ont atteint un taux d'achèvement de 100 %, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur des Transports de la wilaya, Mustapha Belfar. Le même responsable a précisé que les travaux de réalisation de ce projet stratégique "sont totalement achevés pour le tronçon traversant la wilaya de Sidi Bel-Abbes et il ne reste plus que l'installation de la signalisation ferroviaire, qui est en cours à un bon rythme". Il a ajouté que, dans le cadre de ce projet structurant, reliant les wilayas d'Oran et de Tlemcen en passant par Sidi Bel Abbes et Mascara sur une distance de 132 km, la construction d'une gare ferroviaire pour le transport des voyageurs sera lancée à la sortie nord de Sidi Bel Abbes, avec une enveloppe budgétaire dépassant les 200 millions de dinars. Le wali de Sidi Bel Abbes, Kamel Hadji, a inspecté lundi les grands projets du secteur des transports, notamment la ligne ferroviaire électrifiée à double voie Oued Tlalat-Sidi Bel Abbes-Tlemcen. A cette occasion, il a reçu un exposé détaillé sur les différentes étapes de réalisation et l'avancement des travaux, ont fait savoir les services de la wilaya. La même source a précisé que le wali a assisté à un essai sur la ligne ferroviaire électrifiée, en parcourant une distance d'environ 20 km entre les communes de Sidi Khaled et Sidi Hamadouche.

IMPORTATION D'UN MILLION DE TÊTE DE BÉTAIL POUR L'AÏD

Importante décision pour le citoyen et pour la préservation du cheptel

Des associations professionnelles ainsi que des organisations de protection des consommateurs ont salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'importation jusqu'à un million de têtes de bétail pour l'Aïd. Cette décision permettra de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et de protéger notamment le cheptel local.

Synthèse Sirine R

Le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, a souligné que l'importation d'un million de têtes de bétail pourrait mettre un terme à la flambée des prix observée ces dernières années, poussant certains citoyens à renoncer au rite du sacrifice de l'Aïd El-Adha. Dans une déclaration à l'APS, il a estimé que cette décision permettrait un approvisionnement suffisant du marché national, garantissant ainsi une couverture adéquate de la demande durant cette fête religieuse. Par ailleurs, des observateurs s'attendent à une baisse des prix des moutons cette année par rapport à l'année précédente, où les tarifs avaient atteint des niveaux préoccupants. Donc cette décision du Président Tebboune s'inscrit en étroite ligne avec sa politique de préservation du pouvoir d'achat des consommateurs. Pour sa part, Mohamed Aïssaoui, président l'Organisation algérienne pour la défense du consommateur «HIMAYATEC» affirmé que «le Président de la République a une nouvelle fois démontré, par cette décision, que la protection du pouvoir d'achat des citoyens est placée au cœur des priorités de l'Etat». Dans ce cadre, le président de l'association, Mohamed

Aïssaoui, a rappelé que l'importation jusqu'à un million de têtes de bétail aura un impact «positif», sur la préservation du cheptel national d'une part et sur la baisse des prix du bétail sur le marché d'autre part, en créant un équilibre entre l'offre et la demande, d'autant plus que la commercialisation du bétail importé sera assurée par des entreprises et organismes publics. Pour sa part, l'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA) considère que la décision du Président de la République contribuera à «répondre à la demande du marché et à stabiliser les prix selon le pouvoir d'achat des citoyens».

Impact positif sur le cheptel local

La Fédération nationale des éleveurs (FNE) a salué la décision du Président de la République, qui «aura un impact positif sur les éleveurs dont l'activité a été affectée ces dernières années en raison de la rareté des pluies». «L'importation profitera à la fois aux éleveurs et aux citoyens», a expliqué le président de la FNE, Djilali Azzaoui, affirmant que cette démarche aura pour effet de combler le déficit enregistré en matière d'offre, mais contribuera également à la stabilité des prix et permettra aux citoyens d'acheter le mouton de l'Aïd. Et d'ajouter : «Nous sommes optimistes quant à

la décision d'importation, qui intervient à une période marquée par d'importantes quantités de pluies, offrant ainsi des pâturages naturels aux éleveurs, ce qui laisse présager une augmentation du nombre de têtes de bétail dès l'année prochaine, accompagnée d'une stabilisation des prix».

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, "l'élaboration d'un cahier des charges pour lancer, dans les plus brefs délais, une consultation internationale avec des pays ayant une capacité d'approvisionnement, pour importer jusqu'à un million de têtes de bétail en prévision de l'Aïd El-Adha", en veillant à ce que ce cahier des charges prévoit un prix plafond. Il a également ordonné que l'Etat prenne en charge l'importation via ses établissements et organismes spécialisés dans la filière, tout en collaborant avec des coopératives publiques spécialisées au niveau des wilayas, pour la vente des moutons, en coordination avec les instances et établissements habilités à la commercialisation. En outre, le président de la République a enjoint d'autoriser la vente par l'intermédiaire des services sociaux au sein des établissements et entreprises, lesquels doivent assurer la distribution et la coordination avec les partenaires sociaux.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'importance de la production en Algérie des matières premières soulignée

Par R E.

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, a souligné à Batna «l'importance de produire en Algérie les matières premières destinées à l'industrie pharmaceutique afin de développer celle-ci localement et de réduire la dépendance aux importations». Le ministre qui inspectait aux côtés du wali le site du projet d'usine de production de matière première pour le Paracétamol, située dans la zone industrielle de Batna, au sein de l'unité commerciale «Est» de l'entreprise Saïdal, a affirmé que cette matière première sera «produite pour la première fois en Algérie en utilisant des technologies de pointe». Il a ajouté que la première cargaison

d'équipements destinés à l'usine de Batna était «attendue aujourd'hui au port de Djen Djen, à Jijel». Le groupe Saïdal dispose d'«un projet ambitieux dans le domaine de la production des matières premières et des substances actives utilisées dans l'industrie pharmaceutique, qui couvrira le traitement de la quasi-totalité des maladies», a également affirmé le ministre, précisant que de «grands efforts étaient déployés dans ce domaine à travers le lancement de plusieurs projets au niveau des unités de production du groupe dans plusieurs wilayas pour booster la production nationale en matière d'industrie pharmaceutique, conformément au programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la sécurité sanitaire dans notre pays et la maîtrise

des importations». Le ministre a évoqué le soutien des start-ups et des micro-entreprises et leur association à cet effort en leur permettant de jouer un rôle central dans la fabrication des réactifs de diagnostic et des fournitures de laboratoire, ce qui ouvrira de larges perspectives à l'industrie pharmaceutique et favorisera son développement. Wassim Kouidri a reçu, sur le site de la future usine de production de matière première du paracétamol, dont les travaux de réalisation avaient démarré en novembre 2024 pour être livrée au bout d'un délai de 18 mois, toutes les explications utiles concernant ce projet implanté sur le site de l'unité commerciale "Est" de Saïdal, notamment sa capacité de production qui sera de 2.000 tonnes/an. Il a également écouté des ex-

plications au sujet des unités de production d'insuline et de médicaments cardiologiques devant être construites sur le même site. Le ministre avait auparavant inspecté l'usine "Chark Pharm" de production de médicaments, spécialisée dans la production d'équipements de diagnostic et de mesure de la glycémie, réalisée dans la zone industrielle d'Ain Yagout dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois. Il a également inspecté une unité spécialisée dans la production de désinfectants médicaux et d'équipements de protection dans la zone d'activités de la commune d'El Madher, avant de donner le signal de départ, dans le cadre de l'exportation, de deux cargaisons de clinker produit à la cimenterie d'Ain Touta, la première vers le Pérou et la seconde vers la Côte d'Ivoire.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Tebboune inaugure l'usine «Cap Djinet 2»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, hier, à l'inauguration de l'usine de dessalement d'eau de mer "Cap Djinet 2" dans la wilaya de Boumerdes, dotée d'une capacité de production de 300.000 m3/jour.

Synthèse Selma R

C'est la quatrième usine qui a été mise en service en l'espace de quelques jours, et ce, conformément à l'engagement du chef de l'État de finaliser les projets de dessalement annoncés en juin 2022 avant la fin du mois de mars. Il ne reste plus que l'usine de dessalement de Béjaïa, dont les travaux sont achevés et devrait être mise en service dans les prochains jours. La cérémonie d'inauguration de cette infrastructure stratégique a été marquée par la présence du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, le Général d'Armée Saïd Chengriha, ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, Brahim Merad, et ministre des Ressources en Eau, Taha Derbal, ainsi

que des responsables des entreprises nationales chargées de la réalisation du projet et des autorités locales. À cette occasion, le président de la République a assisté à une présentation détaillée sur l'état d'avancement et les étapes de réalisation de cette infrastructure essentielle, qui s'étend sur une superficie de 18 hectares et assure l'approvisionnement en eau potable des habitants de Boumerdès et plusieurs wilayas limitrophes. Dans son intervention, le Président Tebboune a exprimé sa gratitude envers « tous ceux qui ont contribué à ces projets, ayant ainsi fondé une véritable école algérienne dans le domaine du dessalement de l'eau de mer ». Et d'ajouter : « Nous ne pouvons qu'être fiers et nous enorgueillir de ce qu'ont accompli nos filles et fils en Algérie. En un temps record, ce projet a été réalisé par des compétences algériennes, et je les en remercie... mais les remercier ne suffit pas

pour ce qu'ils ont accompli ». La concrétisation de ce projet d'envergure s'inscrit, rappelle-t-on, dans le cadre du programme national, initié par le président de la République, visant la construction de cinq grandes stations de dessalement dans les wilayas d'El Tarf (Koudiet Draaouch), Béjaïa (Tighremt-Toudja), Boumerdès (Cap Djinet), Tipaza (Fouka) et Oran (cap blanc). Chacune de ces installations dispose d'une capacité de production de 300 000 mètres cubes par jour, pour un coût global avoisinant 2,4 milliards de dollars. Réalisés dans un délai record par des compétences nationales et avec des technologies modernes, ces grands projets visent à renforcer la sécurité hydrique et garantir les besoins des citoyens en eau potable, illustrant ainsi le progrès significatif de l'Algérie dans le domaine de la gestion et de la sécurisation de ses ressources en eau.

L'ENTRÉE EN SERVICE DES USINES DE DESSALEMENT D'EAU DE MER
« Une avancée significative vers le renforcement de notre sécurité hydrique »

L'entrée en service des usines de dessalement d'eau de mer, récemment inaugurées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constituent "une avancée significative vers le renforcement de notre sécurité hydrique", affirme la revue El Djeïch dans son numéro du mois de mars. "L'Algérie nouvelle victorieuse vit au rythme de grandes réalisations et projets stratégiques, dont ceux inaugurés par Monsieur le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la fin du mois écoulé, à savoir les usines de dessalement de l'eau de mer", précise la revue dans son éditorial sous le titre "L'Algérie des défis". Ces usines de dessalement de l'eau de mer, entrées en service, "constituent une avancée significative vers le renforcement de notre sécurité hydrique et la sécurisation des besoins des citoyens en eau potable", ajoute la même source. "Ces réalisations gigantesques incarnent, comme l'a affirmé Monsieur le président de la République « la volonté inaltérable de l'Algérie victorieuse, avec ses valeureux fils nourris de l'esprit de la glorieuse Révolution de Novembre, face aux divers défis et la victoire sur les difficultés et obstacles en tous genres », indique El Djeïch. L'Editorial ajoute que "c'est l'Algérie que nous aimons et que tous les Algériens aiment, l'Algérie qui relève les défis, à l'exemple de ceux qui ont relevé le défi le premier Novembre 1954, armés de simples fusils de chasse, grâce auxquels ils ont bouté hors de notre territoire la cinquième puissance mondiale de l'époque (le colonisateur)". El Djeïch affirme, par ailleurs, qu'à l'"image de la grande dynamique qui caractérise notre pays au plan interne et à différents niveaux, notre diplomatie a réussi à renforcer la présence de l'Algérie à l'échelle continentale et internationale, lui permettant de renouer avec sa place prestigieuse dans le concert des nations, notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, en sa qualité de membre non permanent, et au niveau continental en tant que membre éminent et efficace dans les différentes structures et organes de l'Union africaine".

268 MILLIONS D'EUROS D'EXPORTATIONS EN 2024

Sonelgaz, un acteur clé de la transition énergétique

Par Mourad A.

Sonelgaz a atteint en 2024 un chiffre record d'exportations, s'élevant à 268 millions d'euros, marquant ainsi une hausse spectaculaire de 202 % par rapport à l'année précédente. Ce succès résulte directement d'une stratégie lancée en 2022, visant à garantir la sécurité énergétique nationale tout en renforçant les exportations vers de nouveaux marchés, a expliqué Khalil Hedna, porte-parole de Sonelgaz. S'exprimant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Khalil Hedna a souligné l'importance de cette performance : « Sonelgaz est devenue un modèle de réussite non seulement en Algérie, mais aussi en Afrique et dans le monde arabe. Nos réalisations témoignent de notre engagement à diversifier les revenus du pays et à renforcer notre présence internationale », a-t-il déclaré. L'exportation d'électricité vers la Tunisie est l'un des projets phares de l'entreprise, avec l'ambition d'étendre ces flux vers la Libye. En parallèle, Sonelgaz travaille sur un ambitieux projet de ligne maritime reliant l'Algérie à l'Italie, destiné à faciliter l'accès au marché européen tout en transportant du gaz, de l'ammoniac et de l'hydrogène vert. Selon Khalil Hedna, « ce projet stratégique ouvre la voie à une intégration

accrue de l'Algérie dans le réseau énergétique européen et consolide notre rôle de leader régional ». Sonelgaz ne se limite pas à produire de l'énergie ; elle fabrique également des équipements de pointe, tels que des turbines à gaz. Celles-ci sont produites localement à l'usine d'Ain Yagout en partenariat avec General Electric, illustrant le savoir-faire technologique de l'entreprise. Ce site de production moderne permet de réduire la dépendance aux importations et de valoriser les compétences locales. « Récemment, Sonelgaz a exporté ces turbines en Irak, où elles alimentent plus d'un million de foyers, un exploit qui renforce son rôle d'acteur majeur dans l'exportation de technologies énergétiques », a indiqué le porte-parole. Sur le plan national, Sonelgaz garantit la sécurité énergétique du pays avec une capacité de production électrique dépassant 25 000 MW et une couverture supérieure à 98 %, desservant près de 12 millions de clients. Même lors de pics de consommation, comme l'été dernier, l'entreprise a assuré une distribution stable et continue. « La stabilité de l'approvisionnement énergétique est essentielle pour soutenir le développement économique et améliorer la qualité de vie des citoyens », a souligné Khalil Hedna, affirmant l'engagement de Sonelgaz à maintenir son niveau d'excel-

lence. Dans le domaine du développement durable, Sonelgaz a lancé un projet ambitieux de production de 15 000 MW d'énergie propre d'ici 2035. Les premières étapes de ce projet sont déjà en cours, avec une capacité initiale de 2 000 MW. L'objectif est d'exploiter pleinement les énergies renouvelables dans un futur proche. Ce projet a d'ailleurs permis à Sonelgaz de recevoir le prix de la durabilité décerné par le Parlement de la Méditerranée.

L'Afrique au cœur de la stratégie de Sonelgaz

La stratégie africaine de Sonelgaz se concrétise par la construction d'une centrale de 40 MW au Niger, un don de l'Algérie destiné à renforcer l'indépendance énergétique du pays. Située à Gouro, près de Niamey, cette centrale vise à soutenir le développement socio-économique du Niger et à renforcer la coopération énergétique entre les deux nations. Le président algérien a personnellement soutenu cette initiative, affirmant la volonté de l'Algérie de contribuer au progrès africain. Khalil Hedna a exprimé sa fierté en soulignant l'importance de ce projet : « C'est une preuve de solidarité avec nos frères africains et une manière de promouvoir l'expertise algérienne sur le continent. Cette centrale

est bien plus qu'un simple don, elle incarne la vision algérienne d'un partenariat durable et équitable avec l'Afrique ». En plus de la construction de cette centrale, le projet inclut la formation des techniciens nigériens pour garantir une gestion autonome et durable de l'infrastructure. Fidèle à sa vision d'expansion en Afrique, Sonelgaz est également présente dans d'autres pays du continent, tels que le Sénégal, la Guinée-Bissau, la Gambie et le Cap-Vert, où elle déploie ses compétences pour accompagner la transition énergétique et le développement des infrastructures locales. Ces initiatives illustrent l'engagement de l'Algérie comme un partenaire stratégique pour les pays africains en quête d'indépendance énergétique et de développement économique. Enfin, Sonelgaz mise sur la formation et le transfert de compétences. « Former les jeunes et les préparer aux défis de demain est au cœur de notre démarche », a déclaré Khalil Hedna. Plus de 21 000 entreprises partenaires collaborent déjà avec Sonelgaz, générant ainsi environ 100 000 emplois directs et indirects. À travers ces projets d'envergure et cette ambition internationale, Sonelgaz confirme son rôle majeur dans la dynamique énergétique de l'Algérie et son rayonnement sur la scène internationale.

ENERGIES SOLAIRES

Réception du projet 3200 mégawatts à partir de la fin 2025

Le projet en cours d'exécution pour la réalisation de centrales solaires d'une capacité globale de 3200 mégawatts sera réceptionné à partir de la fin de 2025, a annoncé, lundi à Alger, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, Noureddine Yassaâ. Dans un entretien à la Radio nationale, M. Yassaâ a souligné que le groupe Sonelgaz a entamé la réalisation de la première partie du programme national des énergies renouvelables dont l'objectif est d'atteindre 15000 mégawatts d'ici 2035, ajoutant que cette première partie comprend "3200 mégawatts solaires répartis sur 20 centrales d'une capacité allant de 50 à 300 mégawatts chacune, en plus de la réalisation d'une centrale d'une capacité de 200 mégawatts à Gara Djebilet pour approvisionner l'usine de sidérurgie en énergie" "Les premières centrales seront réceptionnées entre fin 2025 et début 2026", selon l'intervenant, faisant état de l'identification de 212 sites répartis sur 46 wilayas, destinés à abriter d'autres centrales solaires dans le cadre du programme national". Concernant l'énergie éolienne, M. Yassaâ a affirmé que l'actualisation des études destinées à identifier les sites adaptés à abriter ce type de projets énergétiques a permis de repérer 10 sites pour les centrales d'une capacité globale de 1000 mégawatts.

MONNAIE

Le bitcoin plombé par Trump, le dollar canadien s'affiche en retrait

Le bitcoin chutait encore lundi, déçu par l'absence de politique d'achat public de cryptomonnaies pour la réserve stratégique américaine, tandis que le dollar canadien reculait, entre annonce du futur Premier ministre du Canada et réunion de la banque centrale. Washington a annoncé jeudi l'établissement d'une réserve stratégique de bitcoins alimentée par quelque 200.000 bitcoins saisis par la justice américaine dans des affaires civiles et pénales. Mais le marché s'est montré déçu qu'aucune politique d'achats publics de cryptomonnaies ne soit prévue dans l'immédiat aux Etats-Unis. Vers 10H40 GMT (11H40 à Paris), le bitcoin, la plus capitalisée des cryptomonnaies, lâchait 9,35%, à 78.230 dollars, son plus bas depuis début novembre.

NUMÉRISATION DES SERVICES FISCAUX

Des experts saluent les instructions du président Tebboune

Des experts et spécialistes en technologie et en numérisation ont salué les instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la nécessité d'accélérer davantage le projet d'interconnexion numérique des données fiscales nationales avec la base de données numérique nationale, estimant que cette étape permettra de faciliter les transactions dans ce domaine et d'offrir de nombreux avantages à dimension stratégique. Dans ce cadre, le spécialiste en technologie de l'information, Yazid Aguedal, a mis l'accent sur l'importance d'accélérer cette interconnexion numérique des services fiscaux et des impôts à même de dynamiser l'économie et de faciliter le quotidien des citoyens et des opérateurs économiques. Il a ajouté que le parachèvement du processus d'interconnexion numérique des données fiscales avec la base de données numérique nationale de différents secteurs revêt une grande importance, tant pour les services que pour l'économie nationale, précisant qu'il s'agit là de la numérisation complète du circuit fiscal et des impôts, afin de numériser toutes les opérations avec la possibilité de réaliser toutes les transactions par

paiement électronique. Les transactions numériques automatisés visent à faciliter les services aux opérateurs économiques et à assurer un accès facile à des informations actualisées, a précisé l'expert. Le même spécialiste a également fait observer que l'interconnexion entre les différents secteurs des services administratifs et économiques gouvernementaux et les bases de données ainsi que les plateformes numériques des services fiscaux et financiers facilitera toutes les opérations liées au secteur financier et aux autres secteurs, ajoutant qu'en l'absence de coordination numérique, il serait nécessaire de demander des dossiers papier à chaque fois, ce qui amène les citoyens et les opérateurs à se déplacer, retardant ainsi les services. De son côté, l'expert en technologies de l'information et de la communication (TIC), Younès Grar, a déclaré que les plateformes électroniques sont à même de réduire la charge de travail des employés tout en renforçant la transparence, permettant ainsi au citoyen d'éviter toute manipulation pouvant survenir au cours de ces procédures. Il a souligné que le fait d'informer le citoyen à chaque étape du processus renforcera la confiance dans l'administration et fa-

cilitera les opérations d'investissement. De son côté, le consultant international en développement économique et expert en technologies numériques, Abderrahmane HadeF a affirmé que cette mesure constitue l'un des piliers essentiels du processus de transformation numérique en Algérie. Cela, ajoute-t-il, marque une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de transformation numérique en ce qui concerne la gouvernance des données à caractère stratégique et à fort impact économique, à l'instar des secteurs des impôts, des douanes et du domaine de l'Etat. Il a en outre indiqué que l'interconnexion des données fiscales contribuera à accélérer la modernisation du système fiscal et à le rendre plus efficace, ce qui garantira une plus grande transparence des transactions en réduisant l'intervention humaine. De plus, cela permettra d'effectuer des corrections fiscales de manière automatisée et électronique. M. HadeF a estimé que cette avancée prouve que l'Algérie poursuit la modernisation de son système de gouvernance en général, et de la gouvernance du secteur financier en particulier, ce qui permettra d'améliorer la performance administrative.

UNIVERSITÉ D'ORAN 1

Une journée scientifique sur la toxicomanie et l'addiction le 17 mars

La toxicomanie et l'addiction à la drogue seront au centre d'une journée scientifique organisée, le 17 mars prochain à l'Université d'Oran 1 "Ahmed Benbella", a-t-on appris, lundi,auprès des organisateurs. Organisée par le Laboratoire de Recherche en Sciences criminelles, en collaboration avec l'Institut de Criminologie de l'Université d'Oran 1, sous le slogan, "De la toxicomanie à l'addiction : enjeux cliniques et juridiques", cet événement, qui réunira des experts, des cliniciens, des chercheurs et des juristes, se veut un espace d'échange afin de mieux comprendre les multiples facettes de l'addiction et ses implications dans la société, a-t-on souligné. Il sera question d'aborder la toxicomanie et l'addiction sous toutes leurs formes, un sujet qui représente un défi aux multiples facettes, touchant aussi bien la santé mentale et physique des individus que le tissu social et les cadres législatifs, a-t-on ajouté de même source. D'autres thématiques variées seront également abordées, dont la cyberdépendance, les mécanismes neurobiologiques de la dépendance, en passant par la prise en charge thérapeutique et les enjeux médico-légaux. Cette journée permettra également d'aborder les répercussions de la

toxicomanie sur l'individu et la société, en plus d'examiner les différents facteurs d'addiction aux substances et comprimés

psychotropes, ainsi que les moyens de prévention et de lutte efficaces, a-t-on noté.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 مارس 2025 الموافق لـ 09 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Mars 2025 (09 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail ¹			أسعارالتجزئة	
		DA / Kg			دج / كـلـغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	88	102	74	البطاطا	خضـر طازجة
	Tomate	94	108	80	الطماطم	
	Oignon sec	52	58	45	البصل الجاف	
	Ail sec	701	789	614	الثوم الجاف	
	Carotte	69	79	59	الجزر	
	Navet	78	88	69	لفت	
	Choux fleur	69	78	60	قرنبيط	
	Choux	87	97	76	الكرنب	
	Courgette	112	125	99	الكوسة	
	Haricot vert	468	494	442	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	111	126	97	الخس	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	465	576	354	التفاح المحلي	
	Datte	538	673	404	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	605	622	587	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1756	1894	1618	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	377	389	365	الدجاج	
	(Eufs (Unité	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,37	-1,10	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	4,13	8,27	7,53	7,17	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 237,00	NC	0,00	-0,88	-1,77	11,77	5,59	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,58	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,11	-8,85	2,03	-	0	0,00

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L'A SOULIGNÉ

«L'université est devenue un moteur de la croissance économique»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé hier à Alger que l'université algérienne a réussi à instaurer une recherche scientifique axée sur l'innovation et la création de richesse, à travers la mise en place d'entreprises économiques contribuant au soutien de l'économie nationale.

Par Hadi Reda

Lors de l'ouverture d'une journée d'étude organisée par la Faculté des sciences de l'information et de la communication de l'Université d'Alger 3, en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, portant sur « Le rôle des institutions universitaires de recherche dans l'amélioration du climat d'investissement en Algérie », Baddari a souligné que l'université algérienne « est devenue un moteur central de la croissance économique, grâce aux infrastructures déployées dans l'ensemble des établissements universitaires, notamment les incubateurs d'entreprises et les centres de développement de l'entrepreneuriat, ainsi qu'aux différentes mesures incitatives encourageant les étudiants à s'orienter vers l'entrepreneuriat et la création d'emplois par le biais de startups et de micro-entreprises ». Ces efforts, selon le ministre, « ont ouvert la voie aux diplômés pour transformer leurs connaissances en produits industrialisables et commercialisables », précisant qu'en 2024, 130 startups, 150 micro-entre-

prises et 900 projets de microentreprises éligibles au financement ont été créés, en plus de 2 800 demandes de brevets d'invention en attente de valorisation et d'approbation.

Dans son discours d'ouverture, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache a mis en avant la prise de conscience commune quant au rôle central que jouent l'université et les laboratoires de recherche scientifique dans l'amélioration du climat des investissements et le renforcement des capacités compétitives. Cette rencontre marque ainsi le début d'une coordination entre le ministère, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et ses partenaires issus des organisations patronales, dans le but de rapprocher l'université, les laboratoires de recherche et les entreprises économiques. Rekkache a également affirmé que « l'université doit jouer un rôle clé dans la réussite des projets d'investissement à travers la contribution des chercheurs et des experts. Elle doit constituer un incubateur pour les recherches scientifiques spécialisées, fournissant aux investisseurs des données et analyses fiables sur la nature des marchés

et les opportunités d'investissement disponibles ».

De plus, ajoute-t-il, les centres de recherche universitaires sont appelés à fournir des conseils spécialisés permettant de réduire les risques liés aux investissements. Ils devront contribuer à l'élaboration d'études de faisabilité précises, réduisant ainsi les probabilités de réévaluation des projets, les demandes de changement d'activité ou encore l'échec des projets en raison du manque de maturité des idées d'investissement. Dans le cadre de cette rencontre, un accord-cadre a été signé entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'Agence algérienne de promotion de l'investissement. Cet accord vise à activer le rôle du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans l'amélioration du climat des investissements en Algérie. En effet, l'investissement est l'un des principaux leviers de création d'emplois et de renforcement des interconnexions sectorielles, ayant ainsi un impact positif sur l'économie nationale en garantissant un environnement propice à son développement.

TRANSPORTS

Mise en service du port sec des Hauts-Plateaux

Par S. R.

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, accompagné du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Mohamed Boukhari, ainsi que du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a supervisé la mise en service du port sec des Hauts-Plateaux dans la zone d'El-Fosha, à Tikstar, dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

La délégation ministérielle a assisté à une présentation sur la zone d'El-Fescha, la première du genre au niveau national, avant de superviser l'accueil et le déchargement d'un train de conteneurs en provenance du port de Béjaïa, ainsi que l'opération de dédouanement.

Les ministres ont également visité et inspecté les différentes installations de cette infrastructure. À cette occasion, le ministre des Transports a souligné l'importance stratégique de ce port en raison de son emplacement privilégié et de la présence d'une ligne ferroviaire à proximité, facilitant ainsi le transport terrestre des conteneurs. Ce projet contribue à la promotion des exportations, au renforcement des infrastructures logistiques de la région, à la réduction de la pression sur le port de Béjaïa et sur les ports des wilayas côtières avoisinantes, tout en améliorant la fluidité des échanges commerciaux.

Le ministre a également précisé que cette réalisation majeure est le fruit de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a relancé le projet des ports secs et leur intégration dans le réseau des ports relevant de l'État.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2 ET DE GRENADE (ESPAGNE)

Signature d'une convention de coopération

Une convention de coopération et de partenariat a été signée entre l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" et l'Université de Grenade (Espagne), consolidant ainsi un engagement mutuel en faveur de l'excellence académique, de l'innovation pédagogique et du rayonnement scientifique, a-t-on appris, mardi, de cet établissement universitaire. La convention, signée par les recteurs des deux universités, Pr. Ahmed Chaâlal et Pedro Mercado Pacheco, vise à encourager la mobilité

des étudiants, des enseignants et du personnel administratif, à développer des formations conjointes, à favoriser la mise en place de projets de recherche collaboratifs et à promouvoir l'échange de bonnes pratiques dans divers domaines d'enseignement et de gestion universitaire, souligne-t-on. Elle s'inscrit dans la continuité des relations établies entre les deux établissements, notamment à travers le programme Erasmus+, qui a déjà permis plusieurs mobilités au cours

de l'année universitaire en cours. Ce partenariat constitue une opportunité majeure pour le développement académique et scientifique des deux universités, en favorisant l'enrichissement mutuel des compétences et des savoirs, l'ouverture sur des environnements d'apprentissage diversifiés et le renforcement des liens interculturels, ajoute-t-on. Il ouvre, également, la voie à de nouvelles perspectives de coopération, notamment à travers l'organisation de conférences et de sémi-

naires conjoints, la participation à des projets de recherche internationaux et l'élaboration de parcours de formation innovants adaptés aux exigences académiques et professionnelles actuelles. A travers cette collaboration, l'Université d'Oran 2 et l'Université de Grenade réaffirment leur volonté commune de renforcer les échanges académiques et scientifiques, et de contribuer activement à l'essor de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'échelle internationale.

FONDS NATIONAL D'INVESTISSEMENT

Salah Labani nouveau DG

Le ministre des Finances, Abdelkarim Bouzard, a présidé la cérémonie d'installation de Salah Labani en tant que nouveau directeur général du Fonds national d'investissement (FNI), en remplacement de Kamel Mansouri, a indiqué ce mardi un communiqué du ministère. Lors de cette cérémonie, qui s'est tenue hier lundi, Bouzard a souligné « le rôle stratégique du Fonds national d'investissement dans le soutien au développement économique et l'accompagnement des projets structurants à forte valeur ajoutée, contribuant ainsi à la diversification de l'économie nationale », précise la même source.

LORS DE SA VISITE DE TRAVAIL DANS LA WILAYA D'ADRAR

Le ministre réaffirme l'engagement de son département à accompagner les artisans

Par R. E.

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a réaffirmé hier à Adrar l'engagement de son département à accompagner les artisans afin de promouvoir les industries artisanales et l'artisanat. Lors de sa visite de travail dans

la wilaya d'Adrar, Meddahi a souligné que son ministère est « engagé à soutenir les artisans pour valoriser les industries artisanales et l'artisanat, qui constituent un levier important pour le secteur du tourisme ». Elle a ajouté, après avoir visité les expositions d'artisanat au souq Essouika dans la capitale de la wilaya et dans la com-

mune de Tamentit, qu'elle a pu constater la richesse de l'artisanat local. Elle a affirmé que « les différents produits artisanaux possèdent un fort potentiel compétitif, tant sur le plan national qu'international, ce qui nécessite un accompagnement en matière de formation, de promotion et de commercialisation ». Dans ce contexte, la ministre a

exprimé son intérêt pour la poterie noire, un artisanat ancien et emblématique de Tamentit à Adrar. Elle a souligné que son secteur œuvrera à la promotion de ce produit et à son accompagnement pour l'obtention d'un label de qualité ("Label"), ce qui contribuera à sa valorisation et à son expansion sur le marché.

TISSEMSILT

Réception
prochaine de
deux
polycliniques

La réception de deux nouvelles polycliniques dans la wilaya de Tissemsilt, dont les travaux de réalisation touchent à leurs fins, est prévue prochainement, a annoncé le directeur de la santé et de la population de la wilaya, Behaeddine Fatmi. M. Fatmi a souligné que les deux polycliniques, situées dans les communes de Théniet El Had et El Malaab, devront être opérationnelles d'ici la fin du mois de mars, après avoir bénéficié de travaux de réhabilitation et de remise en état. Le même responsable a également fait savoir que des travaux de réhabilitation et de réfection d'une autre polyclinique sont en cours dans la commune de Sidi Slimane, enregistrant un taux d'avancement de plus de 90 %. Elle devra être réceptionnée à la fin du mois d'avril prochain. Il a ajouté que les travaux de réhabilitation et de mise à niveau ont concerné un total de six polycliniques dans la wilaya, situées dans les communes de Théniet El Had, El Melaab, Sidi Slimane, Sidi Abed, El Maâcem et Ammari, dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Tissemsilt, dans son volet santé avec un financement global de 1,5 milliard DA.

TIZI-OUZOU

Le relogement des familles sinistrées du glissement de terrain de Draa El-Mizan achevé jeudi

L'opération de relogement des familles sinistrées lors du glissement de terrain du 25 février dernier au village Ouled Aissa, dans la commune de Draa El-Mizan au Sud-ouest de Tizi-Ouzou sera achevée jeudi prochain, a indiqué lundi le chef de l'exécutif local, Aboubakar Essedik Boucetta.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite à travers les communes littorales de la wilaya, M. Boucetta a affirmé que les familles victimes de ce glissement, encore non relogées, au nombre d'une vingtaine (20) au total, le seront, au plus tard, ce jeudi. "Nous avons procédé le jour même de la survenue de ce glissement de terrain au relogement provisoire de certaines familles sinistrées et au recensement, le lendemain, de toutes les demeures atteintes" a-t-il rappelé, ajoutant que les familles restantes le seront ce jeudi après achèvement des enquêtes en cours. M. Boucetta a indiqué que les services de l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC) ont recensé, au total, 92 demeures affectées dont 55 ont été

classées rouge, précisant qu'il a été jusque-là procédé au relogement d'une quarantaine (40) de familles sur ces 55 dont les demeures ont été classées rouge. Aussi, des enquêtes sont en cours d'achèvement concernant la quinzaine (15) de demeures restantes dont les occupants se trouvent en dehors de la commune pour certaines et d'autres, au nombre de 06, habitées par plusieurs familles. M. Boucetta a indiqué, par ailleurs, que plusieurs enquêtes sont en cours pour déterminer la ou les causes de ce glissement de terrain et permettre de prendre les mesures nécessaires. "Les différents services concernés sont en train de mener des enquêtes nécessaires, notamment l'étude de sol, pour déterminer la cause de ce glissement dont nous ignorons si

elle est naturelle, humaine ou pour causes des travaux dans la région (Pénétrante autouroutière Tizi-Ouzou-Autoroute Est-Ouest, barrage Souk N'Tlatha)" a-t-il souligné. Par ailleurs, et lors de sa visite dans les communes de Mizrana, Tigzirt, Iflissen et Ait Chafaa, le wali a procédé à la mise en service du réseau de distribution de gaz naturel au profit de 2170 foyers au niveau de cette dernière commune et inspecté plusieurs chantiers dans différents secteurs, éducation, logement et culture. Dans la commune de Tigzirt, M. Boucetta qui a visité le site des ruines romaines de cette ville a déploré "l'état d'abandon" dans lequel se trouve ce site archéologique et annoncé l'inscription, lors du prochain Conseil de wilaya, d'une étude pour sa réhabilitation.

BOUMERDES

Un nouveau transformateur électrique mobile pour améliorer le service

Un nouveau projet de transformateur électrique mobile de type 30/60 kv, a été programmé à la réalisation durant cette année 2025 à Boumerdes, en vue d'améliorer la qualité du service dans la partie -Ouest de la wilaya, a-t-on appris, lundi, du directeur local de la distribution de l'électricité et du gaz, Said Mansour. Ce nouveau poste transformateur, prévu à la réalisation au lieu dit Ben Ouadhah de la ban-

lieue de Khemis El-Khechna, à l'ouest de Boumerdes, est de nature à améliorer la qualité du service d'approvisionnement en électricité dans cette partie de la wilaya, a indiqué M. Mansour dans un point de presse. Il a fait part de l'affectation d'une enveloppe de 60 millions de DA, dégagée sur le budget propre de la direction et des programmes sectoriels de la Sonelgaz, pour la réalisation de ce transformateur, doté d'une capacité

de 20 MV-A. Ce projet prévoit notamment la réalisation de quatre départs électriques (30kv), actuellement en cours de mise en œuvre. Le 1er au lieu dit Ben Ouadhah, destiné à alimenter la cité Ben Ouadhah et une partie du village Ouled Brahim, et le 2e à Ouled Brahim pour alimenter une partie de la cité Ouled Brahim et une partie de la commune de Hammadi. Quant au 3e départ électrique, en réalisation dans la région

de Sidi Salem, commune de Hammadi, il est destiné à alimenter la cité Sidi Salem, la région de Se-maïdia, et une partie des régions de Ben Hamza et de Sidi Lakhdar, tandis que le 4 e départ électrique alimentera la cité Draa El Azz de la même commune, selon la même source. La wilaya compte un réseau électrique de 6736 km de long (entre basse et moyenne tension), doté d'une capacité globale de 580 MV-A.

JIJEL

Inscription de 38 opérations de développement sectoriel en 2025

La wilaya de Jijel a bénéficié au titre de l'exercice 2025 de l'inscription de 38 opérations de développement sectoriel, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. La même source a précisé que dans le cadre de la poursuite des efforts de développement à travers les communes de la wi-

laya, 38 opérations sectorielles ont été inscrites pour une enveloppe financière de 7,75 milliards DA. Le secteur de l'éducation vient en tête avec 17 opérations de réalisation de nouveaux établissements (4 écoles primaires, 2 CEM et 2 lycées), de réhabilitation d'établissements et d'acquisition d'équipe-

ments scolaires pour les divers paliers, selon la même source. Six opérations ont été retenues pour le secteur des travaux publics et orientent sur l'entretien de tronçons de routes nationales dont les RN-43, 77, 27 et 105, de chemins de wilaya, d'ouvrages d'art et de l'aérodrome de l'aéroport Ferhat Abbas.

Selon la même source, d'autres opérations de réalisation de nouvelles structures et de réhabilitation d'anciennes ont été également inscrites pour les autres secteurs dont ceux de la jeunesse et des sports, de la formation et l'enseignement professionnels, des ressources en eau, de l'environnement, des

moudjahidine et des ayants droit et de l'urbanisme. Dix neuf autres opérations mobilisant une enveloppe financière de 1,49 milliards DA ont été inscrites dans le cadre de la réévaluation des opérations en cours de réalisation dans la wilaya, a-t-on indiqué.

TIMIMOUN

1.000 familles bénéficient d'allocations de solidarité du fonds de la Zakat

Mille (1.000) familles nécessiteuses de la wilaya de Timimoun ont bénéficié d'allocations de solidarité issues du fonds de la Zakat et de l'institution de la mosquée, à l'occasion du mois de Ramadan, a-t-on appris lundi de la direction locale des Affaires religieuses et des Wakfs. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de solidarité spécial Ramadan, établi par le secteur des Affaires religieuses et des Wakfs au profit

des franges démunies et défavorisées de la société, a précisé à l'APS le chef du service de la culture islamique et de l'information à la direction du secteur, Hamid Ahmed. Par ailleurs, les antennes du Conseil "Souboul El-Kheirat", implantées au niveau des daïras de la wilaya, se chargent de collecter des produits alimentaires auprès des bienfaiteurs afin de les distribuer à leurs bénéficiaires durant le mois sacré, a-t-il ajouté. De plus, les préparatifs sont en cours

pour organiser une cérémonie collective de circoncision d'enfants, coïncidant avec la célébration de Laylat Al-Qadr (la Nuit du Destin), en coordination avec les services de santé, a-t-on indiqué. Outre les dourous, notamment sur les règles du jeûne et d'autres questions religieuses, dispensés quotidiennement au niveau des mosquées avant la prière des Tarawih, des conseils de sensibilisation sont prodigués en parallèle pour lutter contre les comporte-

ments négatifs, tels que le gaspillage alimentaire et inciter les fidèles à adopter une alimentation saine et équilibrée pendant le mois de jeûne, selon la direction des affaires religieuses. Dans le même sillage, des conférences et des émissions radiophoniques animées par des imams et des cadres du secteur figurent également au programme des activités du mois de Ramadan, a-t-on ajouté de même source.

L'imperialisation entre brutalisation et pacification

4^e partie

Par Arezki Derguini (*)

Voici l'hypothèse hardie dont je proposerai le développement dans ce texte. Hardie, parce qu'elle ne croit pas à ce que disent les acteurs d'eux-mêmes et du cours des choses. Cette hypothèse a le mérite d'éclairer les choix actuels d'une autre lumière, de dévoiler différents mondes possibles, dont l'un en paix à côté duquel on pourrait passer.

La Chine prise entre les États-Unis et la Russie, n'est-ce pas là le meilleur scénario pour rééquilibrer les forces mondiales ? Du point de vue américain, mais pas seulement. Que peuvent offrir les États européens aux États-Unis comparativement à la Russie ? Des capitaux ? Ils les prennent sans les demander. Ce qu'apporterait la Russie ? Des matières premières et des conflits en moins. Que gagnerait la Russie ? Un tel renversement d'alliances lui permettrait de faire contrepoids à la Chine, d'échapper à une supposée vassalisation chinoise. On serait en présence d'une duplication de la stratégie appliquée à l'Inde, reproduite avec la Russie. Se négocierait alors entre USA et la Russie se ce qu'il faut à cette dernière pour rejoindre la famille européenne et se soustraire à l'emprise chinoise.

En somme pour les USA, il ne s'agit plus de protéger l'Occident du communisme soviétique, non plus d'un autre communisme, celui aux caractéristiques chinoises, mais de la puissance productive chinoise et asiatique. Il ne s'agit plus de protéger l'Europe de la menace russe, mais de la menace chinoise, de la productivité asiatique. Et l'allié le plus précieux devient la Russie eurasiennne, autrement dit européenne à la profondeur asiatique. La Chine encadrée par l'Inde d'un côté et par la Russie d'un autre, les USA peuvent-ils faire plus beau rêve ?

Scénario que les Européens ne semblent pas du tout envisager tant ils restent fixés sur l'ennemi russe, l'agresseur russe. On peut comprendre une telle fixation. Comme ils ont l'habitude de dire comment les choses vont à leur place, plutôt que comme ils vont avec les choses, ils se sentent trahis par les Américains plutôt que par le cours des choses. Ce qui est d'abord ressenti, c'est le retournement de la position américaine, mais pas celui du cours des choses, la déchéance auprès de l'allié américain. La Russie passe avant eux. Dans un réaménagement des rapports de forces européennes et américaines, ils ressentent une fracture, là où il n'y a qu'un réajustement plutôt en faveur de l'Europe qu'en sa défaveur. Réaménagement qui fera souffrir l'amour-propre de certains pays pendant un certain



temps. En fait il s'agit d'accepter un nouveau cours du monde et d'en tirer parti. Que les capitaux américains se dirigent vers l'Inde et la Russie et ceux européens vers les USA, n'est une mauvaise nouvelle qu'en apparence. Dans un tel mouvement, les capitaux européens peuvent trouver leur place. Rien n'est joué à priori et ce n'est pas Donald Trump qui est imprévisible, mais le cours des choses. On n'avait pas prévu de « rival systémique ».

Avec leur dépendance structurelle à l'égard de l'Amérique, les Européens ne pourront jamais assurer leur défense aérienne. C'est là une chasse gardée des producteurs globaux. Dans la compétition avec la Chine, les États européens ne veulent pas admettre que l'Europe ne peut pas être à la hauteur de ces deux géants de la compétition technologique, qu'elle ne peut se mettre qu'à côté, sinon à la remorque, de l'Amérique pour préserver sa position dans le monde. Les États-Unis ne visent pas à rompre leur alliance avec l'Europe, ils veulent l'élargir à la Russie, établir une nouvelle hiérarchie. Les États européens s'accrochent à une rhétorique idéologique qui pourtant se délite. Un État démocratique peut devenir autoritaire et inversement. On voit beaucoup de barrages idéologiques et de « ceintures sanitaires » céder. Ils ne veulent pas réintégrer la Russie parmi eux, redoutant les effets d'une paix durable avec la Russie, sur leur classement européen et mondial. Il est clair que l'Angleterre et la France en ressentent les premières les effets. Pour l'Allemagne, les opportunités peuvent être plus intéressantes, elle ne craint pas la Russie. Mais elle devra patienter pour que cela soit reconnu. Elle seule est en mesure d'être stimulée par la réintégration de la Russie dans le jeu européen. On peut imaginer qu'au « moteur franco-allemand » se substituera un « moteur russo-allemand » bien plus puissant. On peut aussi imaginer, une meilleure intégration européenne entre

le nord et le sud, l'est et l'ouest. Pour nombre de pays européens, une telle intégration permettrait un multi-alignement plus aisé. Cela leur permettrait de se soustraire à des rapports de vassalisation trop contraignants. Avec l'imperialisation du monde c'est le principe du tout marché qu'on abandonne.

L'union européenne à contre-courant

Dans une telle perspective, l'« indépendance stratégique » de l'Europe avancée comme étendard par les va-t-en guerre, l'augmentation des dépenses militaires, tout cela ne peut constituer qu'un surcoût mondial multipliant les crises sociales. Les sociétés européennes commencent à le comprendre. Alors qu'avec une nouvelle complémentarité avec la Russie et l'Amérique, la compétition avec la Chine pourrait bénéficier de davantage de ressources et pourrait être moins tendue. Ce que l'on peut appeler un processus d'imperialisation tendant vers la paix plutôt que vers la guerre. Les ressources mondiales étant en relative baisse du point de vue des besoins, c'est par un tel processus que peut se réaliser une utilisation optimale. Avec la polarisation du marché du travail mondial, la croissance des secteurs non intensifs en main d'œuvre, l'accès aux différents marchés ne peut plus être libre. Le tout marché apparaît comme une fiction toxique.

L'Europe est embourbée dans les divisions d'une autre ère, elle reste enfoncée dans le néocolonialisme et attachée à une compétition qui ne concernerait que l'Occident à l'exclusion de la Russie. L'Angleterre et la France pressentent un certain déclassement avec l'émergence de l'Asie et l'avènement d'une alliance entre la Russie et l'Amérique pour y faire face. L'Allemagne qui parle d'indépendance jouera de sa polysémie. Que veut dire indépendant dans un monde interdépendant, pour un pays dont la puissance tient dans ses exportations ?

Avec l'émergence de l'Asie, de la Chine et de l'Inde en particulier, la compétition mondiale pourrait se structurer autour de trois pôles, avec un pôle européen sous leadership allemand. Sans un pôle européen comprenant la Russie, les États-Unis seraient vite dépassés par la Chine, l'Occident par l'Asie. Donald Trump ne parle pas de faire du Canada un 51^e État des États-Unis pour provoquer seulement. Il imagine et fait pressentir les conditions dans lesquelles la compétition mondiale va s'engager. Il s'agit d'engager une compétition avec la Chine qui produit plus d'ingénieurs que le reste du monde. D'une Asie dont le marché va dominer le marché mondial. Une nouvelle configuration des rapports de forces se met en place autour de ses deux pôles. Un second pôle occidental face à la Chine ferait la part belle à la Russie. La crainte américaine à l'égard de la Chine est bien plus grande que sa crainte dans une Europe élargie à la Russie. Quoique l'on puisse penser encore, son objectif n'est plus de diviser l'Europe, mais de l'unir contre la Chine. Cette crainte a supplanté celle ancienne d'une Europe allemande. L'Allemagne indépendante des USA ? Moins dépendante grâce à la Russie certainement, mais toujours à cheval et toujours pourvoyeuse de biens d'équipements. C'est l'Allemagne qui a le plus intérêt à la paix, après avoir souffert de l'unilatéralisme américain. Elle retrouvera sa place au centre de l'Europe en se défaisant de la proximité française. Non pas donc indépendante, non pas faible de ses interdépendances, mais puissante de celles-ci. La France elle a beaucoup à perdre. Elle perdra sa relation privilégiée avec l'Allemagne, après avoir perdu sa relation avec l'Afrique. Elle sera probablement poussée à demander davantage à la francophonie, mais s'en donnera-t-elle les moyens ?

(A suivre)

EGYPTE

Le port de Safaga attend livraison de grues de manutention pour son futur terminal

Les nouveaux équipements du terminal en développement au port égyptien de Safaga commencent à être livrés, en prélude à son opérationnalisation prévue pour d'ici fin 2026. AD Ports a annoncé l'arrivée prochaine de trois nouvelles grues de quai Panamax pour la manutention Bord-terre dans le nouveau terminal polyvalent du port de Safaga en Égypte. Cette acquisition prépare la mise en exploitation prochaine du terminal prévu pour le second semestre 2026. Les équipements font partie d'une commande comprenant trois grues navire-terre (STS) et six grues à portique hybride sur pneus (RTG) pour ce terminal dont le groupe a obtenu la concession en 2023 pour 30 ans. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du programme d'investissement dans les équipements des terminaux africains opérés par le groupe, notamment New East Mole Terminal au port de Pointe-Noire en République du Congo, et Noatum Ports Luanda Terminal en Angola. En vertu de l'accord de concession du terminal égyptien, il devrait être injecté 200 millions USD dans la construction et l'exploitation de la plateforme en développement sur 810 000 mètres carrés, avec une longueur de quai de 1 100 mètres et une profondeur de 17 mètres. Les nouvelles installations permettront au port de traiter 7 millions de tonnes de marchandises en conventionnel, et près de 1 million d'EVP par an, selon le ministre égyptien des Transports, Kamel al-Wazir. Ce projet fait partie intégrante du plan directeur de l'Égypte pour le secteur portuaire visant entre autres à consolider sa fonction de carrefour des grandes routes maritimes entre le Moyen-Orient, l'Afrique et la méditerranée. Ce qui permettra de capitaliser davantage les flux importants de navires transitant par le canal de Suez

MAURITANIE

GreenGo Energy lance le projet Megaton Moon pour produire de l'hydrogène vert

GreenGo Energy annonce un partenariat avec la Mauritanie pour le développement du projet Megaton Moon, visant à produire de l'hydrogène vert à grande échelle. Le projet devrait transformer l'économie locale tout en renforçant la position du pays sur le marché mondial des énergies propres.

La Mauritanie a attiré un nouvel investisseur majeur dans le secteur de l'hydrogène vert, avec la signature d'un accord historique entre GreenGo Energy et le gouvernement mauritanien. Cet accord marque le premier projet de GreenGo Energy en Afrique, un développement stratégique dans la filière des énergies renouvelables. Le projet, dénommé Megaton Moon, permettra la production d'hydrogène vert, un secteur en pleine expansion qui pourrait transformer l'économie de ce pays d'Afrique du Nord-Ouest. Un projet ambitieux pour la Mauritanie Le ministre de l'Énergie et du Pétrole de la Mauritanie, Mohamed Khaled, et le PDG de GreenGo Energy, Karsten Nielsen, ont signé un accord visant à développer le projet Megaton Moon. Ce projet prendra place sur une surface de 100 000 hectares près de Nouakchott. Selon les prévisions, il sera développé

en plusieurs phases entre 2029 et 2033, avec une capacité totale de 6 GW d'électrolyse, 6,8 GW d'énergie éolienne et 6,3 GWp de solaire photovoltaïque à pleine capacité. La première phase du projet, prévue pour la fin de 2029, comprendra 500 MW d'électrolyse, 600 MW d'éolien et 600 MWp de solaire. Cela permettra la production de 339 000 tonnes d'ammoniac vert par an, un produit clé pour les secteurs agricoles et industriels. Ce développement est soutenu par des ressources naturelles exceptionnelles en matière d'énergie éolienne et solaire, un atout stratégique pour la production d'hydrogène vert. Un modèle économique attractif pour les investisseurs Le projet Megaton Moon bénéficie de nombreux avantages concurrentiels. L'accès côtier du site facilitera le dessalement de l'eau et l'exportation, réduisant ainsi les coûts d'exploitation. En

outre, les coûts de production d'hydrogène vert en Mauritanie sont deux fois inférieurs à ceux de l'Europe du Nord, offrant un modèle économique très attractif pour les investisseurs internationaux. Le pays dispose également d'un cadre réglementaire favorable, marqué par l'introduction du premier Code africain sur l'hydrogène vert, renforçant ainsi son attractivité pour les projets internationaux. Avec une perspective d'investissements massifs dans la filière hydrogène vert, la Mauritanie se positionne comme un acteur clé sur le marché mondial. En 2023, plus de 74 milliards de dollars ont été investis dans ce secteur. Le pays rejoint ainsi une dynamique mondiale qui inclut plusieurs projets d'envergure, tels que ceux de CWP Global, Chariot et Total Eren, et Infinity-Conjuncta, chacun visant la production d'hydrogène à grande échelle avec des investissements pluri-milliardaires.

SELON LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Le ciel libyen est désormais adapté au transit aérien

Désireuse de redonner des couleurs à son aviation civile, la Libye s'efforce de prouver que son ciel est à nouveau sécurisé. Selon les autorités du pays, l'espace aérien est aujourd'hui exploité par de nombreux avions. Plus de 1500 vols sont désormais opérés par mois via le ciel libyen, selon le ministre des Transports Mohamed Al-Shahoubi qui a déclaré que c'est « désormais un pays de transit

pour l'aviation ». Cette affirmation survient après un audit de l'Organisation de l'aviation civile arabe et de l'Organisation de l'aviation civile internationale mené sur les aéroports de Misrata et Maitika, et dont les résultats ont été déclarés « positifs » par les autorités du pays. Ces annonces illustrent la volonté du pays de ramener du trafic dans ses aéroports et de relancer le transport aérien qui a

connu un coup d'arrêt à cause du conflit armé débuté en 2011. Multipliant ces dernières années les démarches auprès de l'Union européenne pour quitter la liste noire bloquant ses vols depuis et vers les aéroports de cette organisation communautaire, la Libye est parvenue à obtenir la levée des restrictions chez plusieurs pays comme la Turquie, Malte, la Grèce et l'Italie. Cette semaine elle a signé avec les Émirats

arabes unis un protocole d'accord pour lever des restrictions sur les vols de passagers et de fret. Il faut toutefois indiquer que malgré l'accalmie dans le pays, l'instabilité perdure, alimentée entre autres par une impasse politique et des affrontements réguliers entre groupes armés. L'absence d'un gouvernement unifié et le retard dans l'organisation des élections affectent la stabilité du pays.

ARABIE SAOUDITE

Tadawul approuve Morgan Stanley Saudi Arabia en tant que teneur de marché pour 8 titres cotés en bourse

Tadawul a approuvé Morgan Stanley Saudi Arabia pour servir de teneur de marché pour huit titres sur la plateforme de négociation principale et l'indice parallèle, Nomu. Cette décision permet à la société de services financiers d'accroître la liquidité du marché et d'améliorer l'efficacité des prix conformément aux réglementations et aux procédures. Parmi les titres cotés sur l'indice principal, la société agira en tant que teneur de marché pour Arabian Internet and Communications Services Co, où elle assurera une présence minimale des ordres à 80 %, maintiendra une taille de 150 000 SR (39 982 \$), et adhèrera à un écart maximal de 0,65 %, avec la valeur la plus faible négociée de 5 %.

De même, elle fournira des services à Electrical Industries Co. en assurant une présence minimale des ordres de 80 %, une taille minimale de SR75 000, un écart maximal de 0,65 % et une valeur négociée de 5 %. Elm Co. figure également parmi les titres approuvés, Morgan Stanley Saudi Arabia s'engageant à respecter les mêmes obligations de négociation que Electrical Industries Co. Par ailleurs, la Co. for Cooperative Insurance aura une présence d'ordre minimale de 80 %, une taille minimale de 150 000 SR, un écart maximal de 0,65 % et une valeur négociée de 5 %. Sur Nomu, Morgan Stanley Saudi Arabia a été approuvé en tant que teneur de marché pour National Environmen-

tal Recycling Co, International Human Resources Co, Almuneef Co pour le commerce, l'industrie, l'agriculture et les contrats, ainsi que pour Aqaseem Factory for Chemicals and Plastics Co. Dans chacun de ces cas, elle assurera une présence minimale d'ordres de 50 %, maintiendra une taille minimale de 50 000 SR et respectera une marge maximale de 5 %, sans exigence de valeur minimale négociée. La participation de Morgan Stanley Saudi Arabia à la tenue de marché devrait contribuer à une plus grande liquidité et à un environnement commercial plus efficace, renforçant ainsi le développement du marché des capitaux du pays. En novembre, la banque d'investisse-

ment a reçu l'autorisation d'établir son siège régional dans le Royaume, qui continue d'attirer les investissements internationaux. Cette décision s'inscrit dans le cadre du programme de siège régional de l'Arabie saoudite, qui offre aux entreprises diverses incitations, notamment une exonération de 30 ans de l'impôt sur le revenu des sociétés et de la retenue à la source sur les activités du siège, ainsi que l'accès à des réductions et à des services d'appui. Morgan Stanley a fait son entrée sur le marché saoudien en 2007, en lançant une activité de négociation d'actions à Riyad, suivie par la création d'un fonds d'actions en 2009.

CAMEROUN

La croissance économique atteindra 4,2% en 2025

Alors que la production des hydrocarbures continue de ralentir sous l’effet de l’arrivée à maturité de plusieurs gisements, l’amélioration des perspectives de l’économie camerounaise sera essentiellement tirée par l’augmentation de la consommation des ménages, la construction de projets d’infrastructures et une bonne campagne cacaoyère.

La croissance du PIB réel du Cameroun devrait atteindre 4,2 % en 2025 contre une estimation de 3,7 % en 2024, grâce notamment à l’augmentation de la consommation des ménages dans un contexte de reflux de l’inflation, aux programmes de construction d’infrastructures et à des perspectives robustes pour les exportations de cacao, a estimé Fitch Solutions dans un rapport publié le lundi 3 mars. Intitulé « Cameroonian growth will accelerate in 2025 on improved domestic demand », le rapport indique que la consommation des ménages augmentera de 4,2 % en 2025 contre une estimation de 4 % en 2024. Les prix élevés du cacao et la stabilisation des prix de carburants, après deux hausses suc-

cessives liées aux réductions des subventions étatiques en février 2023 et février 2024, seront les principaux moteurs de l’amélioration du pouvoir d’achat des citoyens camerounais. La construction de grands projets d’infrastructures tels que la centrale hydroélectrique de Nachtigal et la deuxième phase de l’expansion du port de Kribi, dont le coût est évalué à 400 milliards FCFA (640 millions de dollars), soutiendra également la croissance économique. Les dépenses publiques devraient rester, quant à elles, modérées. Un léger creusement du déficit budgétaire est cependant attendu en 2025 (à 0,8 % du PIB contre un excédent estimé à 0,1 % en 2024), compte tenu des dépenses liées à la

présidentielle de 2025. Par ailleurs, la production de cacao devrait augmenter de 6,7 % en 2025, ce qui tirera vers le haut les exportations de cette matière première dont les prix ont connu une envolée de 129,7 % en 2024. La production et les exportations de pétrole et de gaz continueront, en revanche, de ralentir en raison de l’arrivée à maturité de plusieurs champs pétroliers. Les exportations nettes des hydrocarbures devraient se contracter de 7,5 % cette année. Fitch Solutions souligne par ailleurs que la probabilité de troubles sociaux à l’approche de l’élection présidentielle d’octobre 2025 fait peser des risques à la baisse sur les perspectives de croissance de l’économie camerounaise.

BÉNIN

L’Etat cède plus de 33 % de la BIIC pour plus de 165 millions \$

L’OPV des actions de la BIIC permet à l’Etat béninois de mobiliser des fonds conséquents tout en réduisant sa participation dans l’actionnariat de la banque. Les actions seront cotées à la BRVM, faisant de la BIIC, la troisième entreprise béninoise à rejoindre ce marché financier régional. Le gouvernement béninois a récolté plus de 100 milliards FCFA (plus de 165,6 millions \$) grâce à la vente de plus de 33% des parts qu’il détenait dans la Banque internationale pour l’industrie et le commerce (BIIC). Bien que l’offre publique de vente (OPV) ait permis de mobiliser une somme conséquente, l’Etat n’a pas totalement atteint ses objectifs initiaux qui visaient à céder entre 30,4 % et 40 % du capital de la banque pour lever entre 92,2 et 121,3 mil-

liards FCFA. Les parts ont été souscrites par des sociétés de gestion et d’intermédiation (SGI) de la région, sans précision sur leur répartition. Dans les prochaines semaines, la BIIC rejoindra la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), devenant ainsi la troisième entreprise béninoise cotée après la Loterie nationale du Bénin (LNB) et BOA Bénin.

L’Etat réduit sa participation dans la BIIC

Avec la clôture de l’OPV, l’Etat, qui détenait 51,26% du capital de la BIIC, voit sa participation chuter à environ 18%. Cette cession vise à financer des projets structurants pour l’économie nationale et le bien-être des populations. En plus d’apporter des ressources financières, l’opéra-

tion dynamise le marché boursier régional et favorise une plus grande implication du secteur privé dans l’actionnariat de l’institution bancaire. Le 24 décembre 2024, l’Etat béninois a lancé une OPV pour céder un volume compris entre 17 558 979 et 23 103 920 actions à un prix de cession fixé à 5250 FCFA par action. Ouverte le 13 janvier 2025, l’opération s’est clôturée le 28 février, avec EDC Investment Corporation (EIC), filiale d’Ecobank, en tant qu’arrangeur principal. Le syndicat de placement comprenait plusieurs chefs de file et 31 SGI. L’Etat béninois poursuit ainsi sa stratégie de désengagement partiel dans certaines entreprises publiques. En octobre 2024, il a mobilisé 43 milliards FCFA en cédant 7 millions d’actions de la LNB.

La BIIC : un leader du secteur bancaire béninois

Issue de la fusion en 2020 entre la Banque internationale du Bénin (BIBE) et la Banque africaine pour l’industrie et le commerce (BAIC), la BIIC est la première banque au Bénin au premier semestre 2024 en matière de total bilan, de crédits, de titres, ou encore de ressources collectées auprès de la clientèle, devant des banques comme BOA, Coris Bank et Ecobank. Avec un total d’actifs de 1411 milliards FCFA au 30 juin 2024, elle a capté 22% des actifs bancaires nationaux. Avec des fonds propres de 107,9 milliards FCFA, soit 21% des fonds propres du secteur, la BIIC est la deuxième banque la mieux capitalisée du pays.

GUINÉE-BISSAU

Hausse de 17 % du prix bord champ de la noix de cajou en 2025

La Guinée-Bissau est le 3ème producteur ouest-africain d’anacarde derrière la Côte d’Ivoire et le Nigéria. Comme pour la majorité des pays de la sous-région, la filière bissau-guinéenne lance traditionnellement sa campagne de commercialisation au cours du premier trimestre de chaque année. En Guinée-Bissau, le prix bord champ du kilogramme de noix de cajou est fixé à 410 francs CFA (0,68 \$) en 2025. C’est ce qu’a révélé le Premier ministre Rui Duarte Barros au cours du lancement officiel de la campagne de commercialisation, le samedi 8 mars. Le tarif annoncé traduit une hausse de 17 % par rapport à celui en vigueur l’année précédente (350 francs CFA). Il s’agit en outre de l’un des tarifs les plus élevés de la sous-région ouest-africaine, devançant par exemple les prix bord champs

au Bénin (375 francs CFA) et au Burkina Faso (385 francs CFA), mais encore en deçà des 425 francs CFA fixés en Côte d’Ivoire. Plus largement, cette revalorisation du prix de la matière première intervient après que la filière bissau-guinéenne a connu en 2024 une campagne décevante, comme dans l’ensemble des pays producteurs de la sous-région d’Afrique de l’Ouest, pour diverses raisons. Les dernières estimations réalisées par le service indépendant de conseil commercial N’kalô indiquent que l’année dernière, la récolte de noix dans le pays avait reculé de 12 % à 263 000 tonnes. Si pour l’heure, aucune prévision de récolte n’a encore été avancée pour l’année 2025, les autorités sont optimistes. D’après le Premier ministre, cette nouvelle campagne pourrait être « très bonne ou

même meilleure que celle de l’année dernière ». D’après Orlando Mendes Viegas, ministre du Commerce, de l’Industrie et de l’Artisanat, l’un des principaux défis sera de maintenir les efforts dans la lutte contre la contrebande qui réduit le volume exportable par la filière. Selon les données officielles, environ 90 000 tonnes de noix de cajou bissau-guinéennes sont chaque année, introduites illégalement dans les pays voisins tels que le Sénégal, la Gambie et la Guinée. Pour rappel, la noix de cajou est le principal produit d’exportation du pays. Les données compilées par la BCEAO indiquent, par exemple, que les exportations de la matière première ont généré 132,8 milliards de francs CFA (219,3 millions \$) en 2023, soit 93 % des recettes d’exportations totales du pays.

NIGERIA

L’État d’Oyo dédiera 15 500 hectares supplémentaires à l’agriculture

Le Nigeria possède l’un des plus grands potentiels agricoles en Afrique, mais celui-ci demeure largement sous-exploité. Dans le but d’accroître la production nationale, le gouvernement multiplie les initiatives à travers le pays pour soutenir l’appareil productif. Au Nigeria, l’Autorité nationale de développement des terres agricoles (NALDA) a conclu un accord avec les autorités des zones de gouvernement local de Ibarapa Nord et Ibarapa Central dans l’État d’Oyo pour la mise en exploitation de 15 500 hectares de terre inutilisés à des fins de production agricole. C’est ce qu’a révélé le 8 mars, Akinnyemi Akinlabi, PDG de l’entreprise Stallion Ridge Limited, impliquée dans ce partenariat. Selon les informations relayées par les médias locaux, ce nouveau projet, dont le coût d’investissement n’a pas été révélé, débutera entre avril et mai 2025, avec une première phase qui sera consacrée au défrichage des terres. Si les filières ciblées ne sont pas encore connues, on sait que l’État d’Oyo cultive une large gamme de produits agricoles dont le maïs, le manioc, le cacao, le palmier à huile ou encore l’igname. L’ambition affichée par la NALDA est de créer plus de 21 000 emplois directs dans l’agriculture et l’industrie agroalimentaire, tout en générant 18 milliards de nairas (11,8 millions \$) par an de revenus à travers ce projet. D’après M. Akinlabi, il s’inscrit dans le cadre d’une dynamique plus large visant à renforcer la sécurité alimentaire et stimuler la croissance économique régionale. Plus largement, cette initiative est à inscrire dans un contexte où le gouvernement annonçait depuis 2024 son intention d’accompagner la culture de 500 000 hectares de terres agricoles supplémentaires afin de renforcer la chaîne d’approvisionnement alimentaire au Nigeria. Pour l’heure, le pays est un importateur net de produits alimentaires comme la majorité des pays d’Afrique subsaharienne et reste confronté à l’insécurité alimentaire. Selon les prévisions du Programme alimentaire mondial, 33,1 millions de personnes devraient être confrontées à de graves pénuries alimentaires au Nigeria entre juin et août prochain.

APRÈS LA CHUTE DES MARCHÉS BOURSIERS MONDIAUX

Les investisseurs reprennent leur souffle

Les marchés boursiers en chute libre et les bons du Trésor en hausse se sont quelque peu stabilisés en Europe mardi, alors qu'un minimum de calme est revenu sur les marchés après les mouvements spectaculaires de la veille, lorsque le Nasdaq a connu sa plus forte chute en une journée depuis plus de deux ans.

L'indice européen Stoxx 600 .STOXX est resté stable dans les premiers échanges, les actions de la zone Asie-Pacifique-ex Japon, .MIAPJ0000PUS , qui avaient baissé d'environ 1,75 % plus tôt dans la journée, n'ont baissé que de 0,5 %, et les contrats à terme sur les actions américaines ont augmenté d'environ 0,3 %. ESc1

Le contraste est saisissant avec lundi, lorsque les inquiétudes des investisseurs concernant un ralentissement économique potentiel ont été exacerbées après que le président Donald Trump, lors d'une interview sur Fox News , a parlé d'une "période de transition" et a refusé d'exclure une récession. Le S&P 500 a chuté de 2,7% lundi, sa plus forte baisse en une journée cette année, tandis que le Nasdaq a glissé de 4,0%, sa plus forte baisse en pourcentage en une journée depuis septembre 2022.

Prashant Newnaha, stratège senior pour les taux en Asie-Pacifique chez TD Securities, a déclaré que la plupart des traders avaient précédemment cru que Trump clignoterait si les actions s'effondraient.

"Les marchés ont maintenant compris que l'administration a l'intention d'arra-

cher le pansement. Les tarifs douaniers et la récession peuvent être le remède pour créer une désinflation et faire baisser le rendement à 10 ans. Pour l'instant, il s'agit d'une démolition contrôlée"

Pendant ce temps, une ruée vers les bons du Trésor américain a vu le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans chuter de 10 points de base lundi, sa plus forte variation journalière depuis près d'un mois. Il a encore baissé de 2 points de base mardi, à 4,12 %.

Le rendement du billet à deux ans , qui évolue généralement en fonction des prévisions de taux d'intérêt de la Réserve fédérale, est tombé à son plus bas niveau depuis cinq mois et a perdu 1,5 point de base à 3,88 %. US/

Les traders prévoient maintenant 85 points de base d'assouplissement de la part de la Fed cette année, par rapport à 75 points de base lundi, selon les données de LSEG, pariant que la faiblesse de la croissance américaine obligera la Réserve fédérale à recommencer à assouplir.

"Si l'économie devait entrer en récession, elle réduirait encore plus ses taux d'intérêt", a déclaré Idanna Appio, gestionnaire de portefeuille chez First

Eagle Investment Management.

L'indice des prix à la consommation américain publié mercredi pourrait compromettre ces attentes s'il confirme que l'inflation reste un problème. Les investisseurs gardent à l'esprit les données plus élevées que prévu du mois dernier, qui ont vu l'inflation augmenter de 0,5 % en janvier, sa plus forte hausse mensuelle depuis août 2023. L'IPC de février devrait avoir augmenté de 0,3 %, selon un sondage Reuters.

"À court terme, l'inflation est rigide et les tarifs douaniers sont susceptibles d'entraîner de l'inflation, tout comme les changements dans les politiques d'immigration", a déclaré M. Appio.

Sur les marchés des devises, les valeurs refuges sont restées recherchées, mais les mouvements ont été moins spectaculaires que la veille. Le yen japonais a

atteint son niveau le plus élevé en cinq mois face au dollar avant d'abandonner ses gains pour s'échanger à 147,2 JPY=EBS . Néanmoins, le yen est en hausse de 7% par rapport au dollar en 2025. FRX/

L'euro s'est également renforcé de 0,6 % à 1,10898 \$. EUR=EBS

Dans le secteur des matières premières, les prix du pétrole sont restés stables, les investisseurs s'inquiétant des droits de douane américains qui ralentiraient les économies dans le monde entier et nuiraient à la demande d'énergie alors que l'OPEP+ augmente son offre. O/R

Le prix de l'or a augmenté pour atteindre 2 908 dollars l'once, à deux doigts du record atteint le mois dernier. L'or est en hausse de 10% jusqu'à présent en 2025 après avoir augmenté de 27% l'année dernière.

CRAINTES D'UNE RÉCESSION AMÉRICAINE

Les Bourses en Asie plongent après Wall Street

Les Bourses en Asie plongeaient mardi dans le sillage de Wall Street, hantées par le spectre d'une récession économique aux Etats-Unis sur fond de guerre commerciale, les valeurs tech s'effondrant de concert et le bitcoin continuant sa glissade.

A la Bourse de Tokyo vers 02H30 GMT, l'indice vedette Nikkei reculait de 1,74% à 36.382 points, après avoir lâché près de 3% en cours d'échanges, et l'indice élargi Topix cédait 2% à 2.646 points. La Bourse de Séoul abandonnait 2,04%, Sydney 1,30%, Taipei 2,21% et Jakarta 1,18%. La monnaie japonaise, considérée comme une valeur refuge face aux incertitudes, se renforçait légèrement (+0,1%) vers 02H30 GMT, à 147,13 yens pour un dollar. A l'inverse, après avoir dévié de presque 10% lundi, le bitcoin continuait de s'enfoncer, pénalisé

à la fois par son statut de placement à risque spéculatif et par la déception des investisseurs face au manque de mesures concrètes de soutien aux cryptomonnaies par l'administration Trump. Le bitcoin a lâché plus de 3% en début d'échanges asiatiques, avant de se stabiliser autour de 79.445 dollars. A la Bourse de Hong Kong vers 02H30 GMT, l'indice Hang Seng reculait de 0,44% à 23.678 points. En Chine continentale, l'indice composite de Shanghai perdait 0,24% et celui de Shenzhen 0,17%. Le marché du pétrole restait sous la pression des incertitudes accrues sur la santé économique américaine et la vigueur de la consommation énergétique. Vers 02H30 GMT, le baril de WTI américain était à l'équilibre (-0,02%) à 66,02 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord grappillait 0,10% à 69,35 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 10 Mars 2025 Valeur : 12 Mars 2025				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.3530	133.3680
1	EUR	EURO	144.2613	144.3042
1	GBP	POUND STERLING	171.9796	172.0433
100	JPY	JAPANESE YEN	90.3659	90.3822
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3608	18.3639
1	CHF	SWISS FRANC	151.5547	151.6407
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.8125	92.8423
1	DKK	DANISH KRONE	19.3453	19.3486
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.1976	13.2126
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.3404	12.3453
1	AED	UAE DIRHAM	36.3063	36.3153
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5437	35.5496
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.5430	432.8724
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8293	43.2597
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7145	13.7160
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5506	27.6915
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3398	3.3501
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5262	177.5262

CAC 40

L'Europe tente un rebond

Les principales Bourses européennes sont en ordre dispersé mardi, certains indices tentant un rebond au lendemain de la forte correction à Wall Street sur fond de crainte d'un ralentissement de l'économie américaine.

À Paris, le CAC 40 prend 0,32% à 8.073,5 points vers 08h15 GMT, après un repli de 0,90% lundi. À Londres, le FTSE 100 se replie de 0,26%. A Francfort, le Dax avance de 0,31%.

L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,27%, tandis que le FTSEurofirst 300 perd 0,18%. Le Stoxx 600, qui a reculé lundi de 1,35%, cède encore 0,29%.

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent un rebond de 0,29% pour

le Dow Jones, de 0,15% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,28% pour le Nasdaq. La veille, le Nasdaq a enregistré une chute de 4%, la plus importante depuis deux ans et demi, les investisseurs anticipant désormais un ralentissement, voire une contraction, de l'économie américaine sur le trimestre en cours au regard des tensions commerciales déclenchées par les droits de douane voulus par le président Donald Trump.

Citi a abaissé sa recommandation d'allocation d'actifs aux Etats-Unis, ramenant les actions de "surpondérer" à "neutre" après la clôture lundi à Wall Street, affirmant que pour les prochains mois au moins, il n'est pas certain que la surperformance de

l'économie américaine puisse se poursuivre.

Les inquiétudes sur l'économie américaine s'observent également sur les rendements obligataires et l'indice de la volatilité qui a grimpé à un sommet depuis mi-décembre, à près de 30 points.

La probabilité d'une baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) dès le mois de mai est remontée à 50% alors que seront publiés mercredi et jeudi les indicateurs mensuels d'inflation CPI et PPI aux Etats-Unis. Le rapport Jolts sur les offres d'emplois, prévu à 14h00 GMT, donnera lui de nouvelles indications sur l'évolution de la conjoncture.

En Europe, des doutes émergent sur

la capacité de l'Allemagne à faire adopter la réforme sur "le frein à l'endettement" et le plan sur les infrastructures. Les Verts refusent de soutenir les projets du probable futur chancelier, Friedrich Merz, à moins, disent-ils, qu'ils n'incluent un véritable soutien aux politiques climatiques et à l'économie.

"Les objections des Verts soulignent le risque que la grande réforme fiscale ne soit pas adoptée", écrit Holger Schmieding, économiste chez Berenberg.

Sur les marchés, l'euro ne semble pas pour le moment affecté par la décision des Verts, la monnaie européenne continuant de progresser, de 0,54%, à 1,0890, tandis que le rendement du Bund allemand à dix ans

est stable, à 2,853%.

Aux valeurs, Renault est dans le vert alors qu'Ivan Espinosa, le directeur de la planification de Nissan, dont le groupe français est actionnaire, va remplacer Makoto Uchida au poste de directeur général à compter du 1er avril.

Volkswagen avance de 2,66%, le constructeur automobile allemand ayant annoncé mardi prévoir une marge opérationnelle comprise entre 5,5% et 6,5% en 2025, après avoir atteint 5,9% en 2024. L'indice de l'automobile en Europe prend 0,70%.

Côté baisse, Hellofresh chute de 11,45% après avoir dit s'attendre à un repli de son chiffre d'affaires de 3% à 8% cette année.

ETATS UNIS

Les droits de douane de Trump font ils peser un risque de récession ?

Plusieurs indicateurs virent au rouge outre-Atlantique depuis quelques semaines. Les économistes qui pointent les menaces de droits de douane et le climat d'incertitude qui en découle estiment que les États-Unis ne sont pas à l'abri d'une récession. Même si ce scénario n'est pas le plus probable.



L'économie américaine va-t-elle pâtir de la politique de Donald Trump? Interrogé dimanche sur le risque de voir les États-Unis entrer en récession, le président américain a dit "détester prédire les choses comme ça". "Il y a une période de transition", a néanmoins reconnu le locataire de la Maison Blanche alors qu'une série d'indicateurs commencent à basculer dans le rouge outre-Atlantique. La politique commerciale de Donald Trump est montrée du doigt alors que le président américain ne cesse depuis quelques semaines d'annoncer de nouvelles taxes sur les importations, quitte parfois à finalement reculer sur certaines catégories et origines des produits concernées. La semaine dernière, il a

par exemple imposé des droits de douane de 25% contre le Canada et le Mexique avant de revenir sur la plupart d'entre eux et de repousser d'un mois, à début avril, leur supposée application. De quoi inciter les acteurs économiques à la prudence. Et cela commence à se voir dans les chiffres. Deux indicateurs mesurant la confiance des consommateurs ont récemment fait l'effet de premiers coups de semonce en s'enfonçant brusquement. Le premier, de l'université du Michigan, a reculé de 10% sur un mois en février. Le second, publié par l'association professionnelle Conference Board, a perdu sept points en un mois, à 98,3, au plus bas depuis juin 2024. Ces publications montrent que les consom-

mateurs s'inquiètent de voir l'inflation rebondir à cause du relèvement des taxes sur les importations. Selon l'université du Michigan, les anticipations d'inflation au cours des cinq prochaines années ont d'ailleurs atteint 3,5% en février. Un plus haut niveau "depuis le milieu des années 1990", souligne une note de Sylvain Bersinger, économiste chez Assteres. "Cette anticipation peut avoir une traduction concrète car l'inflation est, entre autres, un phénomène auto-réalisateur: si les agents économiques anticipent de l'inflation, ils adaptent leurs comportements en conséquence (demande de hausses de salaires, hausse préventive des prix) ce qui génère finalement de l'inflation", indique l'économiste.

Une croissance qui ralentit

Compte tenu du climat d'incertitude qui règne autour des intentions de Donald Trump, les économistes des grandes banques américaines ont d'ores et déjà estimé vendredi que la croissance des États-Unis allait ralentir en 2025 et 2026, et prévenu que plus les surtaxes sur les importations perdurent, "plus le risque de récession augmente". Ce n'est toutefois pas le plus probable à ce stade. Ces 16 économistes membres de l'association bancaire ABA anticipent en effet "une croissance économique de 2,1% en 2025 (après 2,8% en 2024, NDLR) comme en 2026, avec des risques croissants de moindre performance pour 2025". Mais cette prévision se fonde "sur un scénario dans lequel les nouveaux droits de douane ne vont pas rester en vigueur toute l'année 2025", précise le président de l'ABA, Luke Tilley, cité dans le communiqué.

DANS L'ARGENTINE DE MILEI

Le coût de la vie explose

Le président ultralibéral Javier Milei mise sur la déréglementation de l'économie pour inciter les Argentins à utiliser au maximum le dollar. En attendant, le peso s'apprécie fortement, et le pouvoir d'achat de la population diminue, constate "El País América". Vers la fin de l'année 2023, Javier Milei ne cessait de répéter que le peso argentin "avait moins de valeur qu'un excrément". À l'époque, il était en campagne pour la présidence du pays [il a été élu le 19 novembre 2023] et affirmait que la fermeture de la Banque centrale et la dollarisation étaient les seuls remèdes possibles contre l'inflation, qui dépassait alors 10 % par mois. Un peu plus d'un an plus tard, il a ramené l'inflation à moins de 3 % par mois [en termes annuels, elle est passée de 211,4 % fin 2023 à 117,8 % fin 2024], mais il n'a ni dollarisé l'économie ni fermé la Banque centrale, et le peso n'est plus un "excrément". Pour parvenir à ce résultat, son ministre de l'Économie, Luis Caputo, a administré un traitement plus classique à base de "zéro émission" de monnaie [rendu possible par de sévères coupes budgétaires] et d'encadrement du peso. Il a vidé petit à petit le marché argentin des pesos, limité la dépréciation de la monnaie à 1 % par mois [ce qui, progressivement, devrait rapprocher le taux de change officiel du taux sur le marché parallèle, où le peso reste 15 % plus bas] et maintenu le contrôle des changes et des capitaux [qui limite notamment l'accès de la population aux dollars, d'où le développement du marché parallèle], le fameux cepo ["verrou"]. Cette stratégie a provoqué une flambée des prix en dollars, car l'inflation mesurée en pesos a beau avoir baissé, elle n'a pas disparu. Tout touriste étranger passant par Buenos Aires peut en témoigner. Aujourd'hui, boire un café dans un bar de la capitale coûte l'équivalent de 3,50 dollars [3,35 euros], contre 1,50 dollar à Bogota et São Paulo, ou 2,50 dollars à Mexico et Santiago du Chili.

ROYAUME UNI

Le marché du travail plie mais ne rompt pas

Les dynamiques de consommation et de production industrielle restent défavorables. Les ventes au détail (hors carburant) ont reculé de 0,5 % m/m en décembre et de 1,1 % au T4 par rapport au T3. La production industrielle qui a enregistré, entre septembre et novembre, trois mois de baisse successifs demeure sur une dynamique très

difficile au démarrage de l'année 2025. Certes, le PMI manufacturier s'améliore (+1,3 point à 48,3) tout comme l'enquête mensuelle du CBI, mais l'enquête trimestrielle du patronat britannique chute à nouveau lourdement au T1 (-23 points à -47, plus bas niveau depuis le T4 2022). Cette enquête anticipe généralement mieux les re-

tournements de tendance que les chiffres mensuels. Par ailleurs, la confiance des ménages (indice GfK) se détériore depuis août dernier et le mois de janvier acte un plus bas en 13 mois. Si la dégradation est restée contenue en 2024, le marché du travail commence progressivement à plier sous le poids du ralentissement économique, de la hausse

élevée et persistante du coût du travail et des craintes sur les effets des mesures budgétaires restrictives qui entreront en vigueur le 1er avril prochain. Le nombre de salariés a reculé de 0,3 % sur les deux derniers mois de l'année 2024, c'est la baisse la plus importante post-Covid.

APRÈS UNE SURTAXE DE L'ONTARIO SUR L'ÉLECTRICITÉ

Donald Trump accuse le Canada d'abuser des droits de douane

Le président des États-Unis Donald Trump a accusé lundi le Canada d'abuser des droits de douane après que la province canadienne de l'Ontario a imposé une surtaxe sur les exportations d'électricité vers trois États américains. «Le Canada abuse des tarifs douaniers, et ce n'est pas nouveau, mais les États-Unis ne continueront plus à subventionner le Canada», a écrit Donald Trump lundi sur son réseau Truth Social. Province la plus peuplée du Canada, l'Ontario avait annoncé plus tôt

dans la journée une surtaxe de 25% sur l'électricité destinée à environ 1,5 million de foyers et d'entreprises aux États-Unis, dans le Michigan, le Minnesota et l'État de New York. L'Ontario n'est «même pas autorisé à le faire», a dénoncé le président américain, qui avait marqué un recul la semaine dernière dans sa guerre commerciale avec ses voisins en suspendant jusqu'au 2 avril une large part des droits de douane sur les produits mexicains et canadiens. À partir du 2 avril, des droits de douane dits «réciproques»

doivent entrer en vigueur. Ces derniers visent à taxer les produits provenant d'un pays lorsqu'ils entrent aux États-Unis au même niveau que le sont les produits américains arrivant dans ce pays. «Nous n'avons pas besoin de vos voitures, nous n'avons pas besoin de votre bois, nous n'avons pas besoin de votre énergie et vous allez vous en rendre compte très bientôt», a lancé Donald Trump à destination du Canada. Le premier ministre de l'Ontario Doug Ford a affirmé lundi que sa province «continuerait à se battre» tant que «la

menace de tarifs douaniers ne serait pas écartée pour de bon». «Suspendre des droits de douane, accorder des exemptions à la dernière minute... Ça ne suffira pas», a estimé le dirigeant canadien lors d'une conférence de presse. «Il faut mettre fin au chaos une bonne fois pour toutes, s'asseoir autour d'une table, travailler ensemble et parvenir à un accord équitable», a-t-il ajouté, se disant prêt à «couper complètement l'électricité» si le bras de fer avec les États-Unis venait à se poursuivre.

Hyundai rappelle 12 000 véhicules pour un problème déjà vu chez Kia

Alors que Kia a organisé plusieurs rappels depuis le début de l'année, sa maison-mère Hyundai y avait jusqu'ici échappé. Mais elle se voit à son tour contrainte de faire revenir des milliers de véhicules en atelier, dont des iX35 et Santa Fe.

Politique de groupe oblige, les Kia et Hyundai partagent de nombreuses pièces. Lorsqu'un rappel doit être organisé chez l'un de ces deux constructeurs coréens à cause d'un composant défectueux, il a donc des chances de se retrouver chez l'autre marque assez vite. La campagne de retour en atelier que Hyundai vient de lancer pourra ainsi sembler familière aux lecteurs les plus assidus de notre site. En raison de la présence d'impuretés dans le liquide de frein, des joints toriques pourraient être endommagés. Le liquide de frein risque alors de fuir dans le module d'ABS et de causer une surcharge électrique. Dans les cas les plus graves, cela pourrait déboucher sur un incendie. Voilà qui évoque furieusement le problème à l'origine de plusieurs campagnes de rappel chez Kia cette année, d'abord sur les Rio et Soul, puis sur quatre autres modèles.

Quels sont les modèles concernés ?

Chez Hyundai, 12 000 véhicules environ vont devoir repasser en atelier en France. C'est un nombre déjà important, mais bien loin des 65 000 voitures attendues au garage chez la marque-soeur dans l'Hexagone... ou des 784 027 exemplaires qui seraient concernés dans le monde

d'après le ministère des transports allemands KBA. Il est vrai que cette opération porte en grande partie sur des modèles qui ne sont pas importés chez nous ou qui y ont été peu diffusés, à l'image de la Genesis Coupé, de la grande berline Azera ou de l'imposant SUV iX55. La liste comprend toutefois aussi les iX35 et Santa Fe, qui ont enregistré des ventes bien plus importantes. Toutes ces Hyundai ont été fabriquées entre 2010 et 2014, d'après le constructeur, même si le site européen Rapex évoque une plage de production qui débute dès 2007.

Un correctif un peu trop simple ?

L'intervention prévue consiste simplement à remplacer un fusible dans le module d'ABS, comme c'est le cas chez Kia. Elle ne corrigera donc pas les éventuels problèmes de fuite de liquide de frein. Mais elle évitera qu'ils puissent déboucher sur une surcharge électrique. Cette intervention devrait s'avérer assez rapide et elle sera entièrement prise en charge par la marque. Tous les propriétaires concernés devraient normalement être avertis par courrier. Alors que Kia a récemment lancé un outil en ligne pour vérifier si son véhicule est concerné par une campagne de rappel, il n'existe encore aucune solution similaire chez Hyundai.



Maserati MC20 Folgore : elle ne verra pas le jour

Face à une demande trop restreinte pour les supercars électriques, Maserati abandonne l'idée de commercialiser une variante Folgore de la MC20. Au lancement de la Maserati MC20, les plans étaient de décliner la supercar au Trident en coupé et en cabriolet, la MC20 Cielo, et de les commercialiser en variantes à moteur thermique équipées du V6 Nettuno et électriques sous l'appellation Folgore. Une logique qui devait percoler dans toute la gamme. Si les GranTurismo, GranCabrio et Grecale ont bel et bien droit à leur itération électrique aux côtés des versions Modena et Trofeo animées par le V6 turbo maison, il n'y aura finalement pas de Maserati MC20 Folgore.

Manque d'intérêt

Nous nous en étions déjà fait écho, les supercar électriques peinent à trouver preneur, même lorsqu'elles sont aussi performantes et abouties que la Rimac Neverra. La fusée si-



lencieuse croate a beau empiler les records, il y en a un qui lui échappe et il est de nature commerciale. De même, les bruits de couloir en provenance de Modène nous apprennent que les GranTurismo et GranCabrio électriques sont loin de séduire la clientèle argentée férue de véhicules de prestige. Seul le SUV Grecale Folgore a encore voix au chapitre sur certains marchés où la fée élec-

tricité est favorisée par la fiscalité. Dès lors, le communiqué de Maserati est laconique : « Le projet a été arrêté en raison des prévisions actuelles indiquant une demande insuffisante sur le marché des voitures de sport hautes performances pour un véhicule électrique à batterie ». Il est vrai que développer un modèle électrique s'avère particulièrement onéreux, surtout pour Maserati qui, au

sein du groupe Stellantis, fait office d'exception et ne peut espérer de réelles économies d'échelle en diffusant sa technologie aux autres marques. Or, le constructeur de prestige italien ne peut se targuer de résultats financiers mirobolants !

Ventes insuffisantes

En 2022, Maserati n'avait vendu que 26.600 voitures et chutait même à 11.300 unités en 2023, passant d'un bénéfice de 141 millions € à une perte abyssale de 260 millions €. Un écueil qui s'ajoute à la dépréciation de 1,5 milliard € liée à Maserati selon un communiqué de Stellantis cité par nos confrères du magazine Evo le 6 mars dernier.

Retour au thermique ?

Autant dire que les plans de transition vers une gamme 100 % électrique sont remis au placard jusqu'à nouvel ordre. Mais cela implique-t-il d'office un redéploiement,

voire un développement de l'offre de modèles à moteur thermique ? Rien n'est moins sûr au vu des performances commerciales en berne et qui placent clairement Maserati sur la sellette. Certes, un répit avait été accordé après la « démission » de Carlos Tavares, mais le couperet ne s'est pas éloigné pour autant. Voire disparaître Maserati constituerait un crève-cœur, surtout maintenant que la marque au Trident propose des produits qui sont probablement les plus aboutis de son histoire avec les GranTurismo, GranCabrio et le SUV Grecale. Mais ceux-là ont gagné en rigueur et en pertinence ce qu'ils ont perdu en romantisme et en exubérance ! Pire, les deux premiers, pour convaincre qu'ils soient, doivent composer avec des tarifs parfois présomptueux... Alors ramenez-nous donc un peu de passion pour les voitures et un peu de raison pour les factures et peut-être le salut se conjuguera-t-il au futur !

X (Twitter) subit une cyberattaque historiquement longue

Le réseau social d'Elon Musk, X, est victime d'une « cyberattaque massive », a confirmé le milliardaire lundi soir. Pour le moment, il ignore qui est derrière l'attaque informatique.

Depuis ce lundi 10 mars matin, X.com (ex-Twitter), subit une grosse cyberattaque. Le réseau social qui appartient à Elon Musk vit au rythme des assauts des hackers, qui font régulièrement « tomber » la plateforme aujourd'hui. Malgré les moyens déployés de son côté, le milliardaire proche d'Elon Musk ignore dans le détail qui est derrière cette cyberattaque majeure, pourtant revendiquée.

Elon Musk reconnaît l'ampleur de la cyberattaque contre X

« Il y a (il y a toujours) une attaque informatique massive contre X », a reconnu Elon Musk en fin de journée, lui qui avait jusqu'à maintenant gardé le silence au sujet de la cyberattaque dont



est victime le réseau social depuis de nombreuses heures. « Nous sommes attaqués tous les jours, mais cette fois-ci, nous avons fait appel à de nombreux moyens », a ajouté celui

qui est aussi le patron de Tesla et SpaceX. L'ampleur de la cyberattaque est plutôt impressionnante, comme le reconnaît Elon Musk. Selon lui, « il s'agit soit d'un groupe important et coordonné, soit d'un pays ». Et effectivement, un peu plus tard, un collectif de hackers a bien revendiqué la cyberattaque, sans que l'on sache avec certitude encore s'il dit la vérité.

Un groupe pirate, réputé très dangereux, a revendiqué l'attaque

Derrière la cyberattaque, on retrouverait donc le groupe qui se fait appeler « Dark Storm Team ». Ce dernier avait promis, au mois de février, de s'en prendre aux sites et services gouvernementaux des pays de l'OTAN, mais aussi d'Israël, ou

de tout autre pays soutenant la cause israélienne.

Dans le monde de la cybersécurité, Dark Storm Team est connu pour ses tactiques de cyberguerre accomplies. Le groupe pirate disposerait effectivement de solides moyens. D'ailleurs, c'est sous la forme d'attaques DDoS (par déni de service) qu'il s'en prend au réseau social X depuis ce lundi.

On rappelle qu'une attaque par déni de service distribué a pour but de surcharger un serveur ou un réseau avec un trafic massif, en le rendant indisponible pour les utilisateurs légitimes, souvent à l'aide de milliers d'ordinateurs infectés. Pour perturber de si nombreuses fois sur une durée certaine une plateforme comme X, autant dire qu'il faut des moyens assez tentaculaires.

Apple Car, Vision Pro, Apple Intelligence... Et si l'approche d'Apple était vouée à l'échec ?

Alors que la version remaniée de Siri est une fois de plus retardée, des questions peuvent se poser sur l'approche stratégique d'Apple pour le lancement de nouveaux produits. Car c'est sa ligne de conduite : la recherche de l'excellence sans compromis. Un choix qui a fait son succès par le passé, mais dans un marché en pleine transformation, qui risque de lui brûler les ailes. Prenons l'exemple de l'Apple Car, projet sur lequel la marque à la pomme a travaillé plus d'une décennie et mobilisé des moyens considérables avant de jeter l'éponge. Dès le départ, il a été question de développer un véhicule entièrement autonome. Un objectif technologiquement très ambitieux, voire trop, lorsque ses travaux ont débuté au milieu des années 2010, car il requerrait des avancées notables en IA, lidar, etc.

Promotion trop ambitieuse ?

Même son de cloche pour l'Apple Vision Pro, premier casque de réalité mixte de l'entreprise. S'il a effectivement vu le jour, la manière dont elle a choisi d'en faire la promotion interrompt. Car Apple a positionné son appareil comme un produit grand public dès son lancement, malgré son prix de 3 500 dollars et un écosystème d'applications encore limité. Plutôt que d'adopter une approche progressive en ciblant d'abord les développeurs, comme l'a fait Meta avec ses casques, la firme de Cupertino a préféré une stratégie de communication audacieuse, vantant des usages grand public comme le visionnage de films et la productivité en réalité augmentée. De quoi susci-

ter un effet déceptif pour les utilisateurs. Et si un modèle plus abordable est en cours de développement, cette première impression a quelque peu entravé l'image de la marque.

Le succès mitigé d'Apple Intelligence

Le report du nouveau Siri confirme cette faiblesse. D'autant plus qu'Apple est très attendue sur le terrain de l'intelligence artificielle (IA). Apple Intelligence a occupé une part importante de la WWDC 24 ; et si la firme a effectivement annoncé que le déploiement serait progressif, force est de constater que pour l'heure, le résultat n'est pas au niveau des attentes. Ses grandes concurrentes, elles, disposent de fonctionnalités bien plus poussées grâce à l'IA dans leurs smartphones. En visant trop haut dès le départ, la



firme de Cupertino s'expose à des projets avortés ou à des lancements compliqués. Une stratégie plus itérative, misant sur des phases de déve-

loppement plus graduelles, pourrait lui permettre d'éviter ces revers et de mieux s'adapter aux réalités du marché.

Manus AI, un agent IA multi-tâches qui impressionne



Après Deepseek, une start-up chinoise nommée Butterfly Effect a présenté une IA nommée Manus AI. Cet agent capable

de gérer différentes tâches et doté d'une grande autonomie rivalise avec DeepResearch d'OpenAI. Face à l'engouement du week-end,

le service a été bloqué. La Chine ne cesse d'être au cœur de l'actualité sur l'intelligence artificielle. En début d'année, le monde

a découvert Deepseek et son modèle de raisonnement. Un succès fulgurant pour un LLM performant et entraîné à moindre coût. Ce week-end, une autre start-up chinoise a fait parler d'elle, Butterfly Effect et surtout son modèle Manus AI. Dans une vidéo, son fondateur Xiao Hong, présente ce LLM comme « le premier agent d'IA générale », en étant capable de gérer plusieurs tâches de manière autonome.

Dans cette présentation, Manus est capable de plusieurs choses. Il peut recommander le meilleur candidat pour un poste après avoir ingéré, ouvert et lu les demandes d'emploi, puis classer les personnes dans un document en texte avant de reformater ses recommandations sous forme de feuille de calcul. Autre cas d'usage, il prépare un document sur les biens immobiliers disponibles après qu'un utilisateur lui ait fourni ses exigences, le lieu et son budget. Enfin, le dernier cas d'usage propose de corrélérer différents cours de bourse de sociétés

(dont Nvidia), de les mettre en forme dans un rapport et de créer un site pour les présenter sur une page web.

Des performances et des interrogations

Dans la vidéo, l'interface utilisateur est la même qu'un assistant IA avec des requêtes en langage naturel, puis elle se transforme en interface de ligne de commande pour voir le travail du modèle. Le créateur souligne dans son exposé que Manus se comporte comme « un système multi-agents alimenté par plusieurs modèles distincts. » Pour l'instant, il ne donne pas de détail sur les LLM utilisés, même si certains experts estiment que l'entraînement s'est fait sur Claude d'Anthropic, ainsi que Deepseek et Qwen d'Alibaba. Aucun détail non plus sur le coût pour créer Manus en sachant que la Chine est soumise à l'interdiction des Etats-Unis sur les importations de puces IA avancées.

Mots fléchés

Ils ont perdu la mémoire Un sous-continent		Rompre les reins Prénom masculin		Pays d'Amérique du Sud		Prénom féminin Beau château		Aphasie Couturier français (Christian)		Il se sert d'un trépan		Atténuer Golfe marin
Qui est peu vêtue Pensas				Érodait Ancienne mesure chinoise						Rivière espagnole		
							Volatile Empoisonnement du sang					
Parlementaires Inventoriée										Petit récipient pour écoliers jadis		Elle peut-être sèche
						Savant en une matière quelconque		Formule de politesse				
Schlinguer		Esquive Petit café populaire						Dans Volcan italien			Argon Etablis-sant	
				Capitale d'un pays européen Fer espagnol					Petit poil Enjolivée de bandes de tissu			Situées
Einsteinium Corps céleste			Roue a gorge		Cuves							
					Sport Licen-cieux							Un héros de la guerre de Troie
Région du delta du Rhône	Ventilée Interpel-lation vive						Squelette des poissons L'Estonie en VO					
								Secrétée par le rein				
Rapport de cercle Arbre en pot			Vitesse acquise Habitant un pays européen					Titane		À toi		
						Allégorie Organi-sation cycliste						Vieux alliages
Humour Prénom d'origine germanique				Petit démon facétieux						Afficher		Il ne s'occupe pas des affaires des autres
				Une chaîne info Vient de rire				Vieux non Originaire d'un état balkanique				
Poil de chèvre angora		Authen-tique					Race de chien Confidente					
						Veine ou déveine Talent					Union africaine	
Une soupe pour Fallet		Métal précieux		Tassa Lettre grecque					Écrivain mais aussi officier de marine			
					Fixée à demeure						Petite route	
Harassée									Plantes herbacées			

PÉTROLE

Petite hausse du Brent à 70 dollars

Les prix du pétrole, en légère hausse mardi, résistent à une dynamique plus large de baisse des cours sur les marchés boursiers. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait 1,07% à 70,02 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, gagnait 1,06% à 66,73 dollars. Selon les analystes, la baisse de 1,5% du prix du Brent hier a été "relativement limitée". Le pétrole profite également de la faiblesse du dollar mardi. L'or noir et les produits pétroliers tels que le diesel qui sont cotés en dollar, sont donc moins chers lorsqu'ils sont achetés en euros et dans d'autres monnaies européennes, selon des analystes, ce qui tend à accroître la demande.



FINANCE ISLAMIQUE

La BNA inaugure une nouvelle agence à Constantine

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a inauguré, mardi, une nouvelle agence dédiée exclusivement à l'activité de la Finance islamique, située à la nouvelle ville Ali Mendjeli (Constantine), a indiqué un communiqué de la banque. L'ouverture de cette nouvelle agence "1270", s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts de la banque visant l'extension de son réseau islamique, qui compte désormais 15 agences à travers le pays. Cette action traduit "l'engagement constant de la BNA en faveur du développement de son réseau d'agences", et à contribuer à l'accélération de bancarisation et l'inclusion financière, selon la même source.

PROGRAMME AADL-3

Lancement de la plateforme numérique au profit des souscripteurs

L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) lance, ce mardi à 11 heures, la plateforme numérique au profit des souscripteurs au programme « AADL-3 ». En effet, l'agence a publié une vidéo explicative sur la manière d'activer le compte et de télécharger le dossier pour les inscrits au programme « AADL 3 ». Dans la vidéo publiée sur sa page officielle Facebook, il est indiqué que l'accès à la plateforme numérique se fait via le lien www.aadl.dz, prédisant que « l'activation du compte se fait en saisissant les informations relatives au souscripteur ». L'AADL a précisé qu'« un mot de passe propre au souscripteur est créé après l'activation du compte, et que les données personnelles du souscripteur sont mises à jour et confirmées via la plateforme ». Ensuite, ajoute l'agence, « le formulaire d'inscription et la déclaration sur l'honneur sont téléchargés depuis la plateforme pour être imprimés, et les documents constituant le dossier du souscripteur sont téléchargés via la plateforme ». Du reste, le numéro vert 3040 a été mis à la disposition des souscripteurs pour répondre aux questions et préoccupations relatives à la plateforme et au programme », conclut l'agence

53 MORTS EN DIX JOURS SUR NOS ROUTES

Halte à l'hécatombe !

Par Mourad A.

Malgré les nombreuses campagnes de prévention menées par la Direction générale de la protection civile, les accidents de la route continuent de faire des ravages en Algérie, en particulier durant le mois de Ramadan. Le colonel Farouk Achour, inspecteur à la Direction générale de la protection civile, a fait part de chiffres alarmants : au cours des dix premiers jours du mois sacré, 53 personnes ont perdu la vie et 1 557 ont été blessées dans 1 414 accidents. Ces bilans lourds et répétés soulignent la nécessité d'une mobilisation renforcée et d'une réflexion sur l'efficacité des dispositifs de sensibilisation. Intervenant sur la « Chaîne III » de la radio nationale, le colonel Achour a exprimé son inquiétude face à cette situation dramatique : « Chaque année, notamment pendant le mois de Ramadan, nous constatons une recrudescence des accidents de la route. Rien que le premier jour du Ramadan, nous avons enregistré 15 décès, un chiffre extrêmement élevé par rapport à la moyenne journalière ». Ce phénomène persiste, malgré les efforts constants des autorités pour endiguer cette vague meurtrière. En 2024, les statistiques sont accablantes : 167 morts et 6 180 blessés. Les week-ends sont particulièrement meurtriers, avec 11 morts enregistrés

lors du dernier week-end. « C'est inacceptable, d'autant plus que nous multiplions les campagnes de sensibilisation dans toutes les wilayas », a déploré le colonel Achour.

Les statistiques révèlent que les périodes précédant l'iftar, soit environ une heure avant la rupture du jeûne, ainsi que le créneau matinal entre 6h et 8h, sont particulièrement propices aux accidents. Les causes sont souvent les mêmes : fatigue, précipitation et non-respect du code de la route. « La sécurité routière repose avant tout sur le comportement des conducteurs. Nous lançons un appel à la vigilance, notamment durant ces créneaux horaires critiques. Il vaut mieux arriver en retard que de ne jamais arriver », a insisté le colonel Achour. Les types d'accidents les plus fréquents restent les collisions frontales, les renversements de véhicules et les piétons heurtés. Les chiffres de 2024 sont frappants : 65 950 accidents ont été enregistrés, causant 91 477 blessés et 1 951 morts. Parmi ces accidents, les collisions frontales sont les plus graves, avec 40 477 blessés et 915 morts, tandis que les renversements de véhicules comptent 29 837 blessés et 614 morts.

Face à ce constat accablant, la Direction générale de la protection civile ne reste pas inerte. De nouvelles stratégies sont en cours d'élaboration pour cibler plus efficacement les conducteurs. « Nous nous efforçons d'adapter nos messages

et nos méthodes. Bien que la sensibilisation se fasse tout au long de l'année, il est évident que nous devons revoir nos approches pour toucher davantage les usagers de la route », a affirmé le colonel Achour. Parmi les mesures déjà mises en place, la formation constitue un pilier essentiel. En 2024, plus de 186 000 personnes ont été formées aux gestes de premiers secours pour encourager une réactivité citoyenne lors d'accidents. « Passer d'un citoyen spectateur à un citoyen acteur, voilà notre objectif. Nous incitons chacun à s'impliquer, car un geste simple peut sauver des vies », a-t-il souligné.

La protection civile a également développé une cartographie des risques pour déployer de manière optimale ses unités de secours. Des postes de secours routiers (PSR) ont été installés sur les axes les plus dangereux, et des équipes motorisées sont prêtes à intervenir rapidement. « Chaque seconde compte. Nos équipes sont formées pour réduire le temps de réponse et assurer une prise en charge médicale précoce ». Cependant, l'effort ne doit pas reposer uniquement sur les institutions. Le colonel Achour insiste sur la responsabilité partagée des conducteurs et des usagers de la route : « Respecter le code de la route est la seule garantie de sécurité. Nous appelons chaque citoyen à prendre conscience de l'importance de sa conduite et de sa vigilance sur les routes ».

BECHAR

Saisie de près de 1,25 tonne de viandes blanches impropre à la consommation

Une quantité de près de 1,25 tonne de viandes blanches impropres à la consommation humaine a été saisie à Bechar par les éléments de la brigade mixte sûreté-agents de contrôle du service de la répression des fraudes et de la protection du consommateur ainsi que de l'inspection vétérinaire locale,

a-t-on appris mardi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. La saisie a été effectuée lors d'une opération de contrôle d'un entrepôt de stockage, dans le cadre du programme de lutte contre la fraude et la spéculation, tracé par la direction locale du Commerce intérieur et

de la Régulation du marché national à l'occasion du mois de Ramadhan, a-t-on précisé. La viande a été saisie pour des infractions liées au non-respect des normes d'hygiène et sanitaires fixées pour les produits alimentaires, dont l'absence de respect des conditions de stockage (réfrigération) de la viande

blanche, a-t-on ajouté. En application des mesures conservatoires en vigueur, la viande saisie a été incinérée au Centre d'enfouissement technique intercommunal (CET) de Bechar, sur recommandation des services de l'inspection vétérinaire locale, a-t-on fait savoir.

SOUK AHRAS

Réception de 8 projets du secteur de l'hydraulique à Khemissa et Oued Kebrit

Huit projets du secteur de l'hydraulique portant sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable ont été réceptionnés "dernièrement" dans les deux communes de Khemissa et d'Oued Kebrit (wilaya de Souk Ahras), apprend-on mardi de la direction locale du secteur. Dans une déclaration à l'APS, le chef du service d'approvisionnement en eau potable de cette direction, Boulaaras Agoun, a indiqué que ces opérations mobi-

lisent une enveloppe financière de 200 millions DA du programme sectoriel d'urgence. Ces projets ont porté sur la réhabilitation des réseaux de distribution de la partie basse de la commune de Khemissa sur une longueur de 4 km ainsi que de la conduite principale du chef-lieu de la commune outre le renforcement des canalisations de la partie supérieure de la commune sur une distance de 4,3 km, selon le même respon-

sable. Il a été également procédé à la réhabilitation du réseau de distribution d'eau d'Oued Kebrit -centre et de la conduite principale et à la réalisation de deux canalisations de 1,5 km desservant le nouveau château d'eau disposant d'une capacité de 300 m3, selon la même source qui a relevé que les travaux de réhabilitation ont touché également les réseaux de distribution d'eau des deux cités de la Gare (50+80 logements) et Safayat (33 logements) de la

même commune. Les services de la direction de l'hydraulique ont lancé un programme pour remédier au problème des fluctuations de l'approvisionnement en eau potable portant, notamment sur la réalisation d'une canalisation de 250 mm de diamètre à partir du barrage Ain Dalia qui assurera un débit de 25 litres par seconde, a ajouté le même cadre qui a souligné que la réception de ce projet est prévue "prochainement".